

# AFRICAN WORKPLACES



Catalogue d'exposition **2021/2022**

# REMERCIEMENTS

Les organisatrices, Chloé Josse-Durand et Constance Perrin-Joly, le Centre Français des Études Éthiopiennes (CFEE), l'Institut Français de Recherche en Afrique (IFRA Nairobi), tiennent à remercier :

Les institutions qui ont soutenu ce projet : l'Alliance Ethio-Française, l'Ambassade de France en Éthiopie, l'Institut Interdisciplinaire de Recherche sur les Enjeux Sociaux (IRIS), l'équipe de l'Institut de Recherche sur le Développement (IRD) Suburban - « Subsistance urbaine et mobilisations du travail au Burundi-XXème s.-XXIème s. », et l'Université Sorbonne Paris Nord.

Les membres du comité scientifique qui en ont accompagné la réalisation :

Marie Bridonneau, Géographe, Directrice, CFEE

Sylvaine Conord, Photographe, Sociologue, Maitresse de conférences, Université Paris Nanterre

Christine Deslaurier, Historienne, Chercheuse, IRD

Marie-Aude Fouéré, Anthropologue, Directrice, IFRA

Eliane de Latour, Réalisatrice, Anthropologue, Directrice de recherche, CNRS, IRIS

Les photographes et chercheur-se-s qui ont pris part au projet et dont le travail est détaillé dans le présent catalogue.

Enfin, cette exposition n'aurait pas vu le jour sans le professionnalisme des équipes de l'Alliance Ethio-Française d'Addis-Abeba et celles du Centre Français des Études Éthiopiennes tout d'abord, ainsi que de l'ensemble des instituts qui l'accueilleront dans leur locaux à l'avenir.

## Nos partenaires



Photographie de couverture : © Tom Durand  
Conception graphique : Cédric Pabolleta  
Traduction : Chloé Josse-Durand



# AFRICAN WORKPLACES

Que voit-on et que sait-on du travail en Afrique ? Quelles images attirent le regard des photographes ou des chercheurs et des chercheuses ? Quelles images souhaite-t-on transmettre et à quel public ? Bref, en quelques photographies, que peut-on dire du travail sur le continent ? Cette exposition intitulée « African Workplaces » s'inscrit dans une réflexion scientifique plus large qui propose de répondre à ces questions (<https://addisvisual.sciencesconf.org/> et <https://www.sources-journal.org/522>).

Des chercheur-se-s et photographes ont été invité.e.s à croiser leurs regards sur leur pratique professionnelle de la photographie de l'Afrique et du travail. Ces regards permettent d'interroger ce que le sociologue français Pierre Bourdieu et son équipe nomment « l'aire du photographiable ». L'aire du photographiable se définit comme : « les modèles implicites » (...) qui « déterminent objectivement ce qu'un groupe » définit comme un « objet digne d'être photographié, c'est-à-dire fixé, conservé, communiqué, montré et admiré »<sup>(1)</sup>.

Ces « modèles implicites » sont construits par l'expérience des photographes (d'où ils/elles viennent, ce qu'ils et elles ont vécu, etc.). Ils sont aussi le résultat de leur socialisation : leur éducation dès la prime enfance, la manière dont ils et elles ont commencé à s'intéresser aux images et les raisons pour lesquelles ils et elles se sont tournés vers la photographie. Enfin, photographier dépend du rapport que le photographe comme le chercheur ou la chercheuse entretient avec son objet ou son modèle. Qu'est-ce qui l'a conduit dans ces différentes régions d'Afrique (à moins qu'ils ou elles y soient nées), pourquoi ce sont-ils et elles intéressés au travail, etc. Loin d'être statique, la manière de représenter visuellement le monde évolue au fil des rencontres, du parcours des individus et des interactions avec les personnes, les choses, les événements photographiés.

« L'aire du photographiable » est aussi influencée par des représentations iconographiques héritées : des photographies déjà vues, que ce soient celles de pays colonisés diffusées par les pays coloniaux comme plus récemment des images véhiculées par certains acteurs ou actrices

du tourisme<sup>(2)</sup>. C'est le cas d'une représentation exotique et intemporelle de l'Afrique pour un public européen à qui l'on donne à voir des tribus aux atours singuliers. Mais ce peut être aussi l'image de victimes souffrantes véhiculées par le secteur humanitaire<sup>(3)</sup> pour inviter les pays ou les citoyen-ne-s plus riches à l'action<sup>(4)</sup>.

Cherchant à se démarquer de ces représentations, bien qu'elles puissent influencer la manière de photographier, cette exposition présente le regard pluriel de neuf photographes et chercheur-se-s d'horizon divers sur un objet presque banal : le travail. Chacun-e, avec le regard propre à son métier (photographe ou chercheur-se), selon les pays où ses yeux se sont posés, ses expériences de vie, propose une certaine image du travail en Afrique.

Depuis longtemps le travail a fait l'objet de photographies comme de films documentaires que ce soit par les photographes ou les chercheur-se-s en sciences sociales<sup>(5)</sup>. Pourtant, le travail en Afrique est passé au second plan de la réflexion depuis la fin des années 1990 dans la recherche francophone. « La précarité, le chômage et le hors-travail » sont devenus des sujets récurrents, comme le souligne l'anthropologue Jean Copans<sup>(6)</sup>. Néanmoins des études récentes participent à remettre sur le devant de la scène le travail en Afrique<sup>(7)</sup> en s'intéressant à différents métiers ou industries comme les forestiers gabonais<sup>(8)</sup>, les ouvriers des serres horticoles kényanes<sup>(9)</sup>, le travail domestique à Abidjan<sup>(10)</sup> ou au Burundi<sup>(11)</sup>, la main d'œuvre dans les grandes plantations camerounaises<sup>(12)</sup>, ou l'activité industrielle en Éthiopie<sup>(13)</sup>. Ce regain d'intérêt pour le travail en Afrique s'accompagne progressivement d'approches photographiques que cette exposition cherche à mettre en valeur.

**Constance Perrin-Joly** - [cperrinjoly@gmail.com](mailto:cperrinjoly@gmail.com)

**Chloé Josse-Durand** - [chloe.jossedurand@gmail.com](mailto:chloe.jossedurand@gmail.com)

# Trois espaces invitent le·la visiteur·se à porter différents regards

L'espace intitulé **les petits métiers urbains (1)** regroupe des photographies qui interrogent les activités appelées l'économie informelle dans les années 1970<sup>(14)</sup>. Ce terme encore utilisé souligne que ces activités échappent au contrôle de l'État. Elles ont été plus justement nommées dans les années 1980 économie populaire ou l'économie populaire spontanée<sup>(15)</sup>, termes « qui ont en commun de définir ces pratiques autrement que par l'absence de forme juridique ou administrative »<sup>(16)</sup>. Cet espace d'exposition juxtapose travail masculin et corvées féminines, introduisant la question de la division genrée du travail, thématique qui traverse les trois espaces de l'exposition. Les photographies permettent également de voir la perméabilité des espaces de travail : entre la rue, l'espace public, et les espaces privés des ateliers ; entre l'espace urbain et sa périphérie, etc. Cette porosité des frontières entre des lieux qui ne sont pas réservés à une activité bien identifiée participe à rendre invisible le travail qui y est réalisé. C'est aussi le savoir-faire mobilisé ou la pénibilité de l'activité qui sont invisibilisées, donc ne sont pas reconnues. (Photos 1 à 11).

**Plantation : de la cueillette à la transformation (2)** rappelle la place centrale du travail agricole en Afrique tout en montrant ses transformations avec l'essor du secteur agroindustriel et les choix faits en ce sens (mécanisation ou travail manuel notamment). Cette section met particulièrement l'accent sur la division du travail, les figures d'ouvriers et d'ouvrières au travail et leurs gestuelles. Il y est aussi question de circulations, que ce soit des travailleurs et des travailleuses, de manière temporaire ou par des mouvements de migration plus durables, et des marchandises. (Photos 12 à 25).

Dernier temps de l'exposition, un espace est consacré à **l'industrialisation (3)**, souvent présentée comme l'avenir du développement de l'Afrique par les institutions internationales. Au-delà de la diversité des lieux photographiés, ces photographies montrent des collectifs et l'impact de l'organisation du travail : Peut-on travailler seul.e mais au milieu d'une foule d'autres travailleurs et travailleuses ? Qu'est ce qui fonde le collectif de travail dans des organisations où les tâches sont fortement parcellisées (comme dans les organisations de type 'tayloriste') ? Ces photographies offrent aussi l'occasion de voir les postures du travail, l'engagement du corps dans l'activité, les sociabilités (genrées ou non) au travail, et la diversité des lieux et des tâches réalisées par ces hommes et femmes ouvriers.e.s, du champ aux secteurs à la pointe de la technologie solaire ou éolienne. (Photos 26 à 46).

## Comité scientifique :

Marie Bridonneau, *Géographe, Directrice, CFEF*

Sylvaine Conord, *Photographe, Sociologue, Maitresse de conférences, Université Paris Nanterre*

Christine Deslaurier, *Historienne, Chercheuse, IRD*

Marie-Aude Fouéré, *Anthropologue, Directrice, IFRA*

Eliane de Latour, *Réalisatrice, Anthropologue, Directrice de recherche, CNRS, IRIS*

Chloé Josse-Durand, *Politiste, Pensionnaire Scientifique, IFRA*

Constance Perrin-Joly, *Sociologue, Maitresse de conférences, Université Sorbonne Paris Nord*

## Bibliographie

- 1 Pierre Bourdieu et al., *Un art moyen: essai sur les usages sociaux de la photographie* (1965).
- 2 Jon Abbink, « Suri Images: The Return of Exoticism and the Commodification of an Ethiopian "Tribe" (Images des Suri: le retour de l'exotisme et la marchandisation d'une "tribu" éthiopienne) », *Cahiers d'Études Africaines* 49, no 196 (2009): 893-924; David Turton, « Lip-Plates and 'the People Who Take Photographs': Uneasy Encounters between Mursi and Tourists in Southern Ethiopia », *Anthropology Today* 20, no 3 (2004): 3-8.
- 3 Sonya De Laat et Valérie Gorin, « Iconographies of humanitarian aid in Africa », HPG Working Paper, 2016 ; Aubrey Graham, « One hundred years of suffering? "Humanitarian crisis photography" and self-representation in the Democratic Republic of the Congo », *Social Dynamics* 40, no 1 (2 janvier 2014): 140-63.
- 4 Valérie Gorin, « « Le martyr des innocents » : Mises en scène visuelles et discursives de la mort de masse dans les crises humanitaires (1967-1994) », *Questions de communication*, no 20 (2011): 105-34; François Robinet, « Voir/ne pas voir la mort. Les représentations photographiques des conflits des Grands Lacs dans les médias français (1994-1997) », *Questions de communication*, no 20 (2011): 49-78.
- 5 Cf. pour la France, par exemple : la revue *Travail des images, images du travail* (<https://imagesdutavail.edel.univ-poitiers.fr/>) et le festival du film du travail à Poitiers : <https://filmerletravail.org/>
- 6 Jean Copans, « Pourquoi travail et travailleurs africains ne sont plus à la mode en 2014 dans les sciences sociales », *Politique africaine* n° 133, no 1 (2014): 25-43.
- 7 Ce renouveau a aussi été rendu visible par l'organisation d'une école thématique du CNRS en France sur les Afriques Ouvrières en mai 2019 dans la continuité de laquelle cette exposition s'inscrit.
- 8 Étienne Bourel, « L'éléphant et la glacière. Trajectoires et sociabilités de forestiers européens au Gabon », *Cahiers d'études africaines*, no 221-222 (1 avril 2016): 101-26, <https://doi.org/10.4000/etudesaficaines.18923>.
- 9 Léa Benoit et al., « Roses d'Afrique, roses du monde », *Géococonfluences*, septembre 2017.
- 10 Mélanie Jacquemin, « "Petites nièces" et "petites bonnes" à Abidjan. Les mutations de la domesticité juvénile », *Travail, genre et sociétés* 22, no 2 (2009): 53-74, <https://doi.org/10.3917/tgs.022.0053>.
- 11 Christine Deslaurier, « Des "boys" aux "travailleurs de maison" au Burundi, ou le politique domestiqué », *Politique africaine* 154, no 2 (2019): 49-73, <https://doi.org/10.3917/polaf.154.0049>.
- 12 Guillaume Vadot, « Un travail de pros. Réforme de la Sodecoton et redéploiement des formes de mobilisation du travail paysan en zone cotonnière dans l'Extrême-Nord au Cameroun », *Politique africaine* 133, no 1 (2014): 45-67.
- 13 Constance Perrin-Joly, « Le travail en Éthiopie : du paradigme développementaliste à l'analyse des travailleurs et des travailleuses », *Annales d'Éthiopie* 33 (2020): 11-28.
- 14 Keith Hart, « Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana », *The Journal of Modern African Studies* 11, no 1 (mars 1973): 61-89, <https://doi.org/10.1017/S0022278X00008089>.
- 15 Claude de Miras, « De la formation de capital privé à l'économie populaire spontanée : Itinéraire d'une recherche en milieu urbain africain », *Politique africaine*, no 14 (1984): 92-109; Alain Morice, « À Propos de l'Économie Populaire Spontanée: Pour Une Vision Socio-Politique de La Reproduction Urbaine », *Politique africaine*, no 18 (1985): 114-24.
- 16 Thomas Cortado, « L'économie informelle vue par les anthropologues », *Regards croisés sur l'économie* n° 14, no 1 (20 février 2014): paragr. 11.

# Les petits métiers urbains en Afrique : rendre visibles les travailleurs « de l'ombre »

Sont-ils vraiment si « petits » ces nombreux métiers qui occupent au quotidien des millions de femmes et d'hommes dans les villes africaines ? Ils donnent vie aux espaces sociaux et aux paysages visuels, sonores et olfactifs de ces dernières, toutes agitées et transformées par une très forte croissance démographique depuis le début du XXe siècle. La formule n'est pas seulement usitée en Afrique, mais lorsqu'elle l'est, de nombreuses images mentales y sont associées, qui renvoient à des représentations diffuses de la débrouille, de la subsistance, de la pauvreté, de l'informalité ou même de l'illégalité... À n'en pas douter, il y a dans l'énonciation de la « petitesse » des métiers urbains les dimensions réelles d'activités non déclarées ou non reconnues par les instances étatiques ou internationales qui régulent a priori le salariat (donc « mineures » pour elles), qui se réalisent sans protection sociale ou juridique pour les travailleurs, génèrent de faibles revenus et s'opèrent dans la plus grande précarité. Cependant l'expression n'est pas dépréciative par essence. Elle souligne la dimension « contractée » des activités concernées, que ce soit par la taille réduite de la cellule de travail (un individu, parfois avec un ou quelques aides), l'échelle restreinte de leur développement spatial ou productif, la modicité des revenus qu'elles procurent et l'étroitesse du champ des possibles pour ceux et celles qui les exercent. Aussi se permettra-t-on d'utiliser ici ce libellé pour souligner que les « petits » métiers urbains le sont plus parce qu'ils coïncident avec les faiblesses structurelles du marché du travail salarié dans l'Afrique citadine contemporaine, que parce qu'ils seraient de moindre importance ou de valeur insignifiante...

Bien qu'à partir des années 1980, des analystes et des scientifiques aient remis en cause la notion d' « informalité »<sup>1</sup>, la plupart des rapports d'organisations internationales continuent d'utiliser cette notion pour chiffrer ces petits métiers urbains. Ainsi, en 2019, plus de 70 % de l'emploi en Afrique, hors agriculture, relevait du « secteur informel », avec des disparités entre sous-régions, faisant monter ces proportions à plus de 87 % en Afrique occidentale<sup>2</sup>. Les petits métiers représentent ainsi les emplois les plus nombreux dans l'Afrique citadine, et ils concernent une immense majorité de jeunes de moins de 25 ans, de travailleurs âgés de plus de 65 ans, et de très nombreuses femmes.

Le dynamisme et la variété de ces petits métiers sont parfaitement perceptibles pour l'observateur qui parcourt les rues des métropoles continentales, même s'il est patent que ceux et celles qui les exercent le font dans une grande invisibilité sociale et juridique. Ce fameux « secteur informel » est loin d'être homogène et recouvre une multitude d'activités qui vont des services personnels à la production artisanale, agricole ou alimentaire, en passant par le petit commerce, les réparations diverses et le transport. Ils s'adressent à des publics variés (cellule familiale ou clientèle plus large), s'exécutent dans des espaces privés (employé.e.s de maison) ou publics (vendeurs de rue, taxis-motos et vélos...), demandent parfois des qualifications et une technicité spécifiques (réparateurs, couturiers, cordonniers...) ou des instruments de travail dédiés (coiffeurs, fabricants de savon, d'aliments...)<sup>3</sup>.

Tous ces « petits métiers » sont indispensables à la vie des cités africaines et lui rendent de « grands services », pour reprendre le titre d'un ouvrage qui leur a été consacré il y a quelques années<sup>4</sup>. Ils contribuent non seulement à la subsistance de ceux et celles qui les exercent en absorbant les flux continus de migrants ruraux et jouent un rôle dans la réduction de la pauvreté, mais encore ils participent à l'alimentation, à la mobilité et au quotidien des citadins africains en s'adaptant aux besoins et aux moyens de la clientèle citadine, aisée ou déclassée. Les pouvoirs publics et les institutions internationales cherchent bien à les encadrer, aussi bien pour théoriquement réduire les chiffres officiels du chômage et offrir une protection aux travailleurs et aux travailleuses qui s'y emploient, que pour en faciliter, plus prosaïquement, le contrôle et la taxation<sup>5</sup>. Mais les « petits métiers » échappent encore à ces tentatives de régulation institutionnelles. Pour autant ils ne sont pas exempts de toute structuration interne. Ainsi des règles familiales, ethniques ou régionales sont déterminantes dans certains secteurs d'activité lorsque la connaissance des besoins, la transmission des compétences et l'acquisition des outils de travail sont nécessaires. Des systèmes de répartition des espaces de travail ou de vente obligent les nouveaux venus à s'adapter aux réseaux d'activité et aux normes qui les régissent<sup>6</sup>. Le ou la jeune rural.e qui s'installe en ville, s'emploie par exemple rarement dans un foyer sans recommandation de la famille ou des amis, ou ne s'improvise pas distributeur de cartes d'unités téléphoniques sur un segment routier, vendeuse de tomates sur un trottoir urbain ou taxi-moto sur un parking sans l'aval de ceux et celles qui ont déjà « pignon sur rue »... En fait, l'activité « informelle » dans les villes est aussi une expression de l'autonomie des travailleurs et des travailleuses et de leur aptitude à saisir les besoins des usagers<sup>7</sup>.

La première partie de cette exposition donne à voir quelques facettes des « petits métiers urbains » qui s'exercent du Burundi à l'Éthiopie en traversant les marchés urbains et les périphéries du Kenya ou des Comores. Ces clichés qui fixent des instantanés du labeur quotidien de travailleurs et travailleuses de diverses villes du continent sont organisés de manière à restituer quelques éléments prégnants de la division genrée et spatiale du travail « informel » dans les villes du continent. Ils rendent visibles les activités de ceux et celles que la photographe belge Rosalie Colfs appelait les « travailleurs de l'ombre » lors d'une vaste exposition développée à ciel ouvert dans la ville de Bujumbura (Burundi) en avril 2014<sup>8</sup>. Ces activités sont ici prises « sur le vif », dans l'affairement et le mouvement qui sanctifient la tâche ou la vente effectuées.



Il est ainsi possible d'observer dans une première section la grande fatigue de Goreth, assujettie dans le foyer de sa propre sœur à Bujumbura aux mêmes corvées du quotidien que son alter ego dans une arrière-cour de Moroni : le travail ménager, de la lessive à la vaisselle en passant par la garde des enfants, est souvent une affaire de femmes<sup>9</sup>, et même surtout de filles<sup>10</sup>. Il se déroule dans l'intimité des maisons familiales, ne fait l'objet d'aucune reconnaissance sociale et est très mal rétribué. La plupart des employées de maison sont de jeunes rurales fraîchement arrivées en ville, en général sans bagage scolaire ni moyens propres de survie. Ces besognes invisibles sont rarement photographiées en raison du huis clos qui caractérise leur déroulement, ce qui contraste avec la perception directe que l'on peut avoir des hommes qui travaillent dans l'espace public. C'est le cas des cireurs de chaussures ou des cordonniers qui exercent sur les trottoirs d'Addis-Abeba, de cet éboueur qui prend la pose à côté des sacs de détritiques qu'il est chargé de déblayer, ou de ce conducteur de boda-boda (le taxi-moto de l'Afrique orientale anglophone) dont le chargement de foin est on ne peut plus discernable sur cette route qui le conduit vers Nairobi.

À y regarder de près, on pourrait penser que les sourires des uns ou la fierté d'un autre les distinguent foncièrement des jeunes femmes au front soucieux qui se tuent à la tâche dans les alcôves familiales. C'est sans doute vrai en ce que l'indépendance des hommes à l'extérieur leur offre de plus grandes facilités pour s'organiser à leur gré et développer des interactions sociales. La pénibilité de la domesticité ménagère est par ailleurs tout à fait singulière. Mais il ne faut pas s'y tromper complètement : des femmes aussi vendent leurs légumes ou s'installent pour coudre des vêtements dans la rue. Finalement la précarité reste commune à tous et toutes. Chacune et chacun travaille sans relâche au profit d'autrui pour s'assurer une subsistance minimale, et les enjeux de l'insertion économique comme la pesanteur d'un labeur peu gratifiant sont comparables. Jean-Marie par exemple prépare dès l'aube ses boulettes à la maison afin d'être à temps dans les rues de Bujumbura pour servir ses clients, tout en ne sachant pas s'il parviendra à vendre toute sa production avant le coucher du soleil. Et notre fier éboueur éthiopien non seulement vit dans les effluves des poubelles mais aussi pousse à bout de bras un modeste chariot dont aucun citoyen n'approchera en raison de l'odeur nauséabonde qu'il distille...

Cette section met en lumière aussi les divers espaces et modes d'organisation des métiers urbains, stationnaires pour les uns, en mouvement pour les autres. La circulation des biens et des marchandises est assurée par des conducteurs de motos ou d'autres véhicules convoyant les productions du monde rural vers les besoins des citoyens. Ces derniers sont eux-mêmes transportés par des boda-boda kényans ou des bajaji (tricycles importés d'Inde) qui assurent les nécessaires déplacements des urbains dans des villes dont la superficie ne cesse de s'étendre. D'autres travailleurs ou travailleuses au contraire offrent des prestations de service sédentarisées, à l'étal ou au sol, comme ces vendeurs de maïs dans un marché de Nairobi ou ces spécialistes de la réparation ou de la préservation des chaussures sur les trottoirs de la tentaculaire capitale éthiopienne. Enfin les vendeurs ambulants comme Jean-Marie circulent en ville selon des itinéraires prenant en compte les horaires des travailleurs salariés ou les temps de repos et de détente de ces derniers.

Les photographies des travailleurs et travailleuses réunies dans cette partie de l'exposition n'épuisent pas, assurément, les multiples facettes que recouvre l'appellation des « petits métiers urbains ». Il est toutefois à espérer que ces quelques exemples et ces explications sommaires permettront aux visiteurs et visiteuses d'appréhender de manière plus sensible le quotidien de ces migrants et précaires qui au jour le jour se battent pour gagner dignement leur vie en ville, dans un environnement qui ne leur est pas toujours favorable, voire qui peut se révéler hostile. Ces travailleurs et travailleuses « de peu » rendent avec ingéniosité et persévérance des services indispensables aux citoyens et citoyennes africain.e.s. Sans doute serait-il temps de les reconnaître à leur juste valeur, non pas en les soumettant aux risques d'interventions étatiques, voire policières, qui mettraient en danger leurs moyens de subsistance sous prétexte de leur assurer une protection juridique et sociale, mais plutôt en soutenant leur ténacité, puisqu'ils sont les maillons les plus solides et les plus utiles du fonctionnement des communautés urbaines du continent.

**Christine Deslaurier**

#### Bibliographie et notes

- 1 Claude de Miras, « De la formation de capital privé à l'économie populaire spontanée. Itinéraire d'une recherche en milieu urbain africain », *Politique africaine*, n° 14, juin 1984, p. 92-109 ; Alain Morice, « À propos de l' « économie populaire spontanée » : pour une vision socio-politique de la reproduction urbaine », *Politique africaine*, n° 18, juin 1985, p. 114-124.
- 2 Organisation internationale du travail (OIT), *Femmes et hommes dans l'économie informelle : un panorama statistique* (troisième édition), Genève, Bureau international du travail, 2019, p. 27-30.
- 3 Pour en avoir un aperçu ancien mais toujours d'actualité, se reporter à Philippe Hugon, « Les petites activités marchandes dans les espaces urbains africains (essai de typologie) », *Revue Tiers Monde*, vol. 21, n° 82, 1980, p. 405-426.
- 4 Bernard Gourmelen et Jean-Michel Le Roux (avec la collaboration de Mamadou Touré), *Petits métiers pour grands services dans la ville africaine*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- 5 Maurice Mengho Bonaventure, « Petits métiers et chômage déguisé en milieu urbain. Analyse de quelques cas à Brazzaville (Congo) », *Cahiers d'outre-mer*, vol. 51, n° 201, janvier-mars 1998, p. 89-98.
- 6 Laurence Vanpaeschen, *Madagascar, le grand livre des petits métiers*, Gand, Snoeck Publishers, 2009.
- 7 Maria Teresa Cuonzo, « Les petits métiers : le secteur de l'économie informelle en Afrique », in Laura Grassini et Domenico Camarda (dir.), *Local resources and global trades: Environments and agriculture in the Mediterranean region*, Bari, CIHEAM, 2003, p. 271- 276.
- 8 Pendant plusieurs semaines et jusqu'à leur disparition naturelle sous l'effet conjugué du soleil ardent et des pluies abondantes du Burundi presque équatorial, 80 portraits rapprochés de travailleurs urbains (jardinier, gardiens de maison, femmes de ménage, cuisiniers, vendeuses et marchands de légumes ou de fleurs...) ont tapissé en grand format les murs de grandes avenues du centre-ville de Bujumbura. L'objectif de cette exposition était, selon la photographe, « de voir en plein jour ceux qui sont trop souvent ignorés ». Pour un aperçu de ces clichés, voir [www.afriqueinvisu.org/les-travailleurs-de-l-ombre.html](http://www.afriqueinvisu.org/les-travailleurs-de-l-ombre.html).
- 9 Mais pas toujours, comme le montrent certaines études sur la domesticité masculine en Afrique orientale et australe : par exemple Karen T. Hansen, *Distant Companions: Servants and Employers in Zambia, 1900-1985*, Ithaca, Cornell University Press, 1989 ; Janet Bujra, *Serving Class: Masculinity and the Feminisation of Domestic Service in Tanzania*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 2000 ; Christine Deslaurier, « Des "boys" aux "travailleurs de maison" au Burundi, ou le politique domestiqué », *Politique africaine*, n° 154, 2019, p. 49-73.
- 10 Mélanie Jacquemin, « Petites bonnes » d'Abidjan. Sociologie des filles en service domestique, Paris, L'Harmattan, 2012.



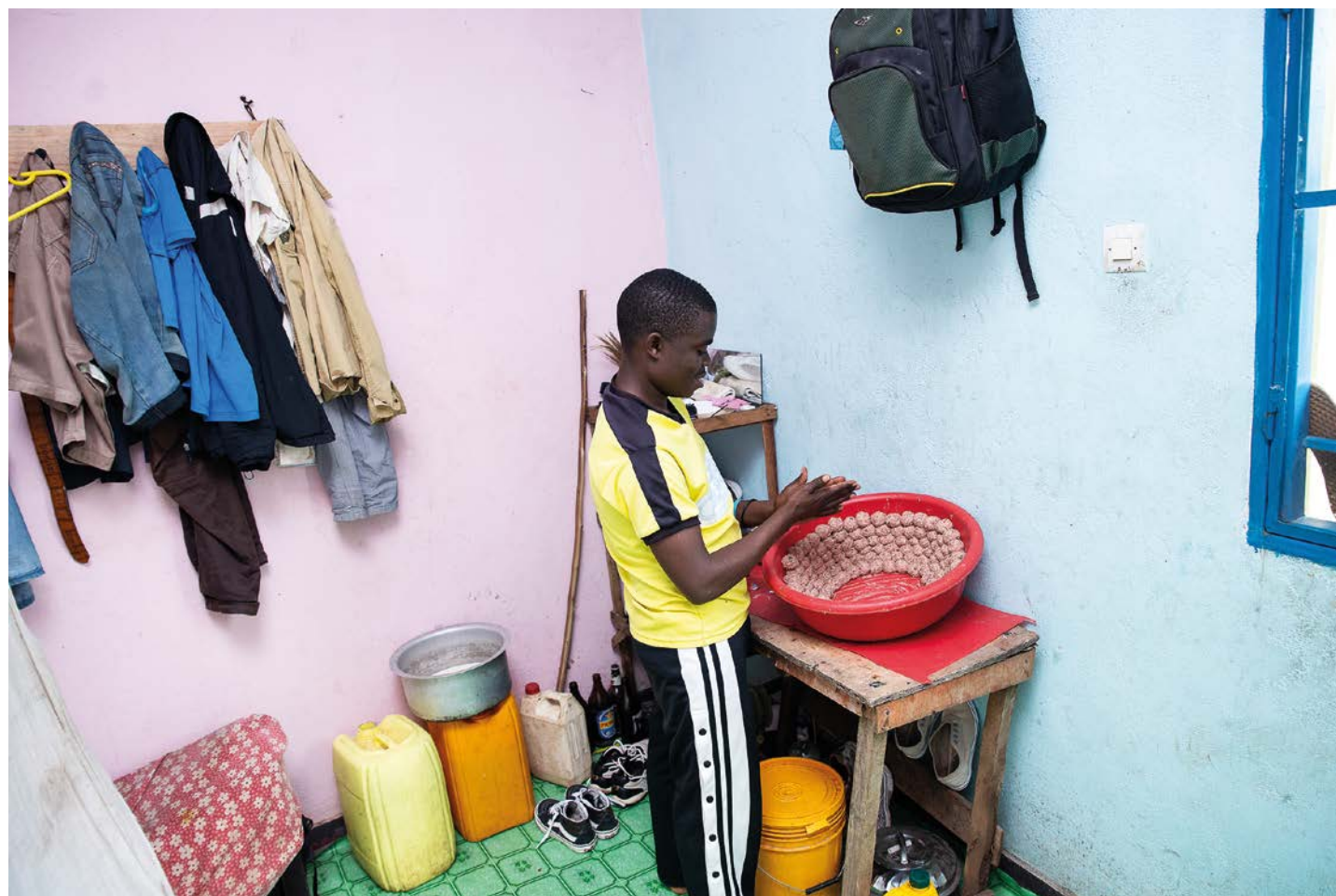


Photo 1

### **Jean-Marie, vendeur ambulant de boulettes de viande**

*Keith Rodriguez Ntwari, Bujumbura, Burundi, 2019*

Nous nous sommes connus, Jean-Marie et moi, en 2016, alors qu'il venait vendre ses boulettes à l'université aux heures de pause. De temps en temps nous discutons de son affaire, et grâce à ces échanges j'ai appris qu'il pouvait en vivre. Lorsque j'ai suivi une formation de photographie avec Sarah Waiswa et qu'elle nous a demandé de réaliser un reportage, j'ai immédiatement pensé à Jean-Marie. Je lui ai demandé s'il accepterait que je fasse un feuilleton sur son travail, il a accepté. Il m'a aussi aidé dans la réalisation en demandant la permission à ses clients pour que je puisse les prendre en photo, la situation politique au Burundi étant tellement tendue que beaucoup de personnes se méfient des clichés pris dans la rue.

Jean-Marie Nahayo est âgé de 29 ans, il est vendeur de boulettes de viande dans la rue à Bujumbura, la capitale économique du Burundi, précisément dans un quartier appelé Mutanga-Nord. Il a commencé ce petit business en 2015 car il était sans emploi, ce qui lui a permis de construire dès 2017 sa propre maison à la campagne dans la province de Kayanza,



Photo 2

au nord du pays (commune Gahombo, zone Nzewe). En 2018, il s'est marié et depuis il a eu trois enfants. En 2019, il a ramené à Bujumbura ses deux frères vivant encore sur sa colline d'origine, afin de l'aider dans son commerce en expansion.

Jean-Marie travaille tous les jours de la semaine pendant treize heures, de 8 h du matin à 21 h. Dans la matinée, entre 8 h et 12 h, il s'occupe chez lui et avec ses proches de la préparation des boulettes de viande qu'il vend ensuite dans la rue, auprès des citadins pressés ou des habitants qui partagent une bière dans son quartier de Sororezo. Il organise sa vente les après-midis et rentre chez lui dès que ses produits sont finis, soit le plus souvent vers 21 h.

Jean-Marie est un « bosseur ». Son ambition est de travailler encore plus et de développer suffisamment son activité pour pouvoir ouvrir un jour sa propre boucherie.



# Travailleuses domestiques aux Comores

**Tabibou Ali Tabibou**

Cette exposition sur les lieux de travail africains est l'occasion de présenter le travail précaire des enfants aux Comores, en particulier de filles élevées dans une famille qui n'est pas la leur. Ces jeunes filles ont été confiées à une autre famille soit du fait de difficultés économiques dans leur propre famille ou soit de l'incapacité de leurs parents à prendre en charge leur éducation. Elles se trouvent alors exploitées pour différentes activités, à l'exemple des travaux domestiques.

La jeune fille ne peut faire valoir ses droits. Elle est contrainte de réaliser des travaux qui ne correspondent pas à son âge, à son développement, ni ne lui permettent de s'épanouir. Cette jeune fille devient la servante de la maison. Elle s'occupe des enfants en bas de son âge et effectue les tâches ménagères de la maison où elle habite.

En plus de la charge du travail domestique, l'enfant peut subir des exactions dans la famille qui l'accueille. Cela se traduit par des injures, des humiliations à son encontre si elle ne réalise pas certaines tâches ou prend du retard. Ces mauvais traitements ont des conséquences très négatives sur son éducation, entraînant des difficultés scolaires. Par ailleurs, elle n'a pas suffisamment de temps à la maison pour réviser ses cours.

Au regard de cette situation, l'enfant travailleuse domestique n'a pas les mêmes droits que les autres enfants. Ce cas de figure est courant aux Comores et a été identifié comme un combat prioritaire par les associations et les organisations non gouvernementales comme HIFADHU, organisation de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants et *Mwana tsi wamdzima* qui militent et défendent les droits de l'enfant et de la femme.



Photo 3

## **Travail domestique : une jeune fille habitant dans la maison de la sœur de son père après le divorce de ses parents lave la vaisselle.**

*Tabibou Ali Tabibou, Comores*

La jeune fille de la photographie est élevée par la sœur de son père qui la prend en charge après le divorce de ses parents. Elle se réveille très tôt aux environs de 6 heures du matin, bien avant les autres membres de la famille composée du père, du grand-père, de la mère, de la grand-mère et de deux enfants moins de dix ans. De bon matin, elle réalise certaines tâches ménagères avant de s'en aller à l'école : la vaisselle, la cuisine et le ménage. Par manque d'espace dans la cuisine, la photographie exposée la montre toute seule faisant la vaisselle dans la cour de la maison.

Après sa sortie de l'école le soir, elle cuisine pour la famille soit toute seule ou de temps en temps avec la sœur de son père qui est la mère de la famille.

Aux Comores, la plupart des familles considèrent que la fille doit se familiariser aux différentes tâches domestiques dès son plus jeune âge en exerçant des métiers qui la préparent à prendre en charge la gestion d'une maison. Ainsi confier une fille pour exercer des tâches domestiques à une autre famille est considéré par certaines communautés africaines comme un processus d'éducation, de « socialisation » de la fille et non une forme d'exploitation.



# Une vie de « yaya », ou le calvaire de Goreth

**Pacifique Bukuru**

Les deux photos présentées ici sont issues d'une série consacrée au travail domestique des jeunes filles au Burundi, communément appelées « yayas », qui endurent une vie servile, sont malmenées, parfois violées et abandonnées à leur triste sort. Elles relatent la vie misérable de Goreth, embauchée pour un rien et exploitée au quotidien, qui s'est vue dépouillée de tous ses rêves et projections pour le futur. Ayant prématurément arrêté l'école, Goreth a décidé de quitter sa campagne pour rejoindre la ville, Bujumbura, et ses mirages d'un avenir meilleur. Elle y a été accueillie par sa grande sœur qui devait être son meilleur soutien. Mais sa vie a tourné au cauchemar. Elle a été transformée en bonne à tout faire et nounou pour ses nièces, avec pour seule contrepartie un minuscule espace de vie, un fin matelas et une misérable pitance. Toutes ses illusions se sont envolées et elle voit sa jeunesse lui échapper.

La première photographie laisse voir Goreth lessivant les vêtements familiaux. Son visage et son attitude manifestent sa grande fatigue, après avoir enchaîné sans répit tous les travaux ménagers. Le second cliché la retrouve étendue sur son lit en soirée, épuisée et démoralisée. Sa petite nièce en larmes et furibonde l'empêche de se reposer.



Photo 4

## **Lessive et fatigue**

*Pacifique Bukuru, Bujumbura, Burundi, 2019*

La jeune Goreth, issue du monde rural, a migré vers la ville, où elle pensait trouver un avenir prometteur. Pourtant, dès le lendemain de son arrivée chez sa grande sœur, elle a découvert qu'elle serait astreinte à tous les travaux ménagers... Sa main épongeant son front manifeste son immense fatigue quotidienne.





Photo 5

### **Regard furtif, travail soigné**

*Constance Perrin-Joly, Addis-Abeba, Éthiopie, 2015*

Les trois photographies qui suivent sont tirées d'une série de photographies du travail dans la rue qui s'inscrivent dans un projet de recherche plus large (Dispositifs citoyens et engagement moral des entrepreneurs en Éthiopie). Le travail dans la rue constitue un point de comparaison photographique par rapport aux activités salariées qui sont au cœur de ma recherche mais occupent une part réduite de l'emploi en Éthiopie. Le travail de rue n'est pas une catégorie 'statistique', il regroupe à la fois des activités artisanales (fabrication de paniers, travail du bois, couture et cordonnerie, commerciales ou de produits cuisinés (près d'un tiers de l'emploi urbain en Éthiopie selon le Labor Force Survey) et une partie de ce que les statistiques nomment « occupations élémentaires » (21% regroupant notamment les activités d'entretien (cireur de chaussures...)).

Ce cireur de chaussures, comme le couturier affairé à réparer un pouf en cuir, officie au carrefour de Dembel au dessus de l'avenue qui relie l'aéroport de Bole et la place centrale de Meskel Square à Addis-Abeba (Éthiopie). Ces photographies ont été prises en 2015. Depuis les cireurs de chaussures et les activités artisanales qui étaient alors nombreuses ont déserté ce quartier d'affaire d'Addis-Abeba où les immeubles se multiplient.



Photo 6

### **Binôme autour d'un pouf**

*Constance Perrin-Joly, Addis-Abeba, Éthiopie, 2015*

Ces deux activités sont majoritairement masculines, là où les femmes dans l'espace public éthiopien exercent davantage des travaux en lien avec la cuisine ou le petit maraichage (ces vendeuses de rue sont nommées gullit). Une autre division du travail de rue est visible au travers de l'âge des travailleurs. D'un côté les figures juvéniles des cireurs de chaussures ou des travaux de couture manuelle, de l'autre des hommes d'âge plus avancé utilisent des machines à coudre à pédale, ne nécessitant pas d'équipement électrique. L'activité des plus jeunes est mobile, et leur appropriation de l'espace diversement assurée. Leur équipement est pensé pour être facilement transportable, ils se regroupent entre travailleurs d'âge similaire, et se positionnent dans les lieux de passage important (routes bitumées...).





Photo 7

### **Fier de soi, fier de son travail**

*Constance Perrin-Joly, Addis-Abeba, Éthiopie, 2017*

Cette photographie d'un éboueur (il ramasse les poubelles dans la rue à l'aide d'une brouette) a été prise dans le quartier résidentiel de Kebena à Addis-Abeba en 2017. Cet homme avait de lui-même posé fièrement devant sa benne. Cette photographie illustre tout l'intérêt de l'interaction photographique qui est au cœur de mon projet de recherche. D'une part, le souhait de se mettre en scène est lié à la manière dont je suis perçue comme photographe : une femme blanche, donc supposée issue de classe supérieure dans une ville qui compte de nombreux.e.s expatrié.e.s. D'autre part, cette photographie montre aussi ce que le modèle veut donner à voir de son travail. Poser devant sa benne n'est pas équivalent à poser tout court, elle exprime une certaine fierté de son travail. Cette fierté peut être favorisée par la valorisation récente des activités d'embellissement (notamment de gestion des déchets) de la capitale éthiopienne.



Photo 8

### **L'impossible repos**

*Pacifique Bukuru, Bujumbura, Burundi, 2019*

Fatiguée par les multiples travaux qu'elle a abattus dans la journée, entre ménage, lessive et cuisine, Goreth est dans l'incapacité totale de se reposer. Obligée de veiller sur les enfants de sa sœur qui la harcèlent, elle ne dispose d'aucun moment pour elle.



# Les formes de mobilité et les liens entre ville et campagne. Utiliser la photographie pour documenter la chaîne de valeur du lait au Kenya

**Jackson Kago**

Ces photographies s'inscrivent dans une recherche qui se concentre sur les formes de mobilités périurbaines dans les petites villes et les villes intermédiaires. Ces modèles de mobilité nous renseignent sur les liens entre villes et campagnes au Kenya. Cette étude s'intéresse tout particulièrement aux dynamiques de mobilité le long de la chaîne de valeur du lait, de sa production à sa distribution en passant par sa collecte et sa transformation. Les photographies ont été prises sur le transect entre Ruiru (25 Km au nord de Nairobi) et le centre-ville d'Uplands en 2018-2019, certaines sont également extraites de google street view.

Les photographies prises via google street view ne nous permettent pas de saisir les variations des mobilités dans le temps, car elles sont prises à un moment précis et sont limitées aux routes principales. Pour toutes ces raisons, il est nécessaire pour le chercheur de les compléter par la prise de photos lors de son terrain. L'ensemble de ces photographies a cependant été utile pour obtenir un premier aperçu des mouvements relatifs à la chaîne de valeur du lait et des différentes activités se déroulant le long du transect.

La production de lait nécessite que les agriculteurs soient mobiles autour de leur ferme, notamment pour se procurer de la nourriture pour leurs animaux. Ils utilisent différents modes de mobilité, en fonction du nombre d'animaux et du capital dont ils disposent. Les petits exploitants agricoles se procurent de l'herbe sur des parcelles de terre situées sur les grandes plantations de café qui se trouvent dans les parties plus basses du transect. Grâce à des photos prises sur le terrain et à l'utilisation de google street view, j'ai pu localiser ces mobilités liées au lait et me faire une idée plus précise des lieux où se déroulent ces activités ainsi que de leur fréquence. Ces activités comprennent la coupe et la vente d'herbe provenant de fermes abandonnées où l'on cultivait auparavant du café, son transport vers les zones et villages plus peuplés à l'aide de divers moyens de locomotion parmi lesquels des bicyclettes, des camionnettes et des motos (communément appelées *boda bodas* au Kenya).

Les agriculteurs comptent également sur les déchets du marché (notamment les pastèques, les choux, les épis de maïs, les poivrons, les tomates et les bananes) pour nourrir le bétail, surtout dans les zones urbaines. Les agriculteurs qui vivent près du marché les transportent en brouette jusqu'à leurs fermes, les autres utilisent des *boda bodas* ou des camionnettes qui leur appartiennent ou qu'ils louent pour l'occasion.

La photographie m'a également permis de saisir le transport du lait cru, le plus souvent transporté par des *boda bodas* et des camionnettes privées (appelées *matatus*). Ce dernier est privilégié par les vendeuses, qui ne peuvent pas utiliser de motos. Alors qu'il est obligatoire d'utiliser des bidons métalliques pour le transport du lait, les vendeuses préfèrent utiliser des jerricans en plastique, moins encombrants, qui peuvent se glisser sous les sièges des *matatus* ou des *boda bodas* dont la structure a été modifiée pour cet usage.



Photo 9

## Vente de maïs au marché de Githurai

Jackson Kago, Nairobi, Kenya

Les déchets des épis de maïs sont utilisés pour nourrir le bétail. L'utilisation de déchets agricoles pour l'alimentation animale est monnaie courante, dans les zones urbaines en particulier. Les déchets végétaux des marchés, notamment les fruits et les légumes comme les pastèques, les choux, les épis de maïs, les poivrons, les tomates et les bananes, sont utilisés à cette fin. Selon s'ils vivent près ou loin du marché, les agriculteurs les acheminent vers leurs fermes en utilisant des brouettes, des motos (*boda bodas*) ou des camionnettes. Le marché de Githurai est le deuxième plus grand marché alimentaire de Nairobi. Il est divisé en zones spécialisées par produit alimentaire. La zone du maïs vert par exemple reçoit des épis qui proviennent de plusieurs régions du pays. Ils sont ensuite vendus en gros aux détaillants et au détail aux consommateurs. Certains acheteurs ont une préférence pour les grains de maïs séparés de l'épi, une tâche manuelle effectuée par les commerçants et leurs assistants. Cette opération génère des déchets, les enveloppes extérieures et les épis de maïs, qui sont ensuite emballés dans des sacs et vendus aux agriculteurs au prix de 150 shillings kényans le sac (soit environ 1,14 €).





Photo 10

### Un boda boda transportant des bottes de foin

Jackson Kago, Nairobi, Kenya

L'usage de boda bodas (moto ou taxi-moto en swahili) comme moyen de transport se développe de plus en plus au Kenya. Cet essor a créé des emplois pour les jeunes dans les zones rurales et urbaines. Les producteurs laitiers engagent ces conducteurs de moto pour transporter la nourriture destinée à leurs animaux jusqu'à leurs fermes. Les boda bodas sont particulièrement utiles aux agriculteurs qui ne possèdent pas de camionnettes ou d'autres moyens de transport : ils se révèlent être un moyen de locomotion pratique pour la nourriture pour animaux en petites quantités. Les agriculteurs ont souvent recours à des transactions monétaires « par téléphone » (connues sous le nom de Mpesa) pour payer les négociants à l'avance, de sorte qu'ils n'ont pas besoin d'être sur place pour effectuer la transaction. Cela réduit leurs coûts de production et leur permet de gagner du temps.

Le choix du mode de transport est lié aux exigences en matière de voyage, à savoir son efficacité, son confort, l'image qu'il renvoie, la sécurité et la commodité qu'il assure. Il dépend également des caractéristiques personnelles du voyageur : son revenu, son comportement, ses habitudes et sa culture. Les boda bodas sont ainsi privilégiés pour le transport de petites quantités de nourriture pour animaux en raison de leur commodité et leur rapidité. Ils sont également utilisés pour la vente de lait cru. Les vélos également utilisés à cette fin sont modifiés de manière à pouvoir transporter des jerricans de 20 à 50 litres de lait qui sont véhiculés depuis les zones rurales pour être vendus dans les villes. L'utilisation des boda bodas dans la chaîne de valeur du lait est principalement le fait des hommes. Les femmes hésitent à les utiliser en raison des lourdes charges qu'elles doivent transporter et des codes vestimentaires (les jupes et les robes sont considérées comme inadaptées pour rouler à bicyclette ou à moto).



Photo 11

### Vente des boulettes dans les rues de Mutanga-Nord

Keith Rodriguez Ntwari, Bujumbura, Burundi, 2019

J'ai choisi de réaliser ce projet autour de la figure édifiante de Jean-Marie car je le considère comme un exemple de courage et de détermination. Je vois trop de chômage autour de moi en ville, et observer des personnes comme lui parvenir à monter leur propre affaire et réussir à en vivre à Bujumbura est encourageant. C'est d'autant plus vrai si l'on compare sa situation à celle de jeunes diplômés d'université n'ayant pas de travail.

Le lien vers les photos de ce reportage est :  
[https://drive.google.com/open?id=1-Mj\\_vI9-fe0WG4wRoExKo3vBGfDOPIMq](https://drive.google.com/open?id=1-Mj_vI9-fe0WG4wRoExKo3vBGfDOPIMq)



# La plantation : de la cueillette à la transformation

Les plantations existent dans de nombreux pays d'Afrique, sous des formes diverses : agricoles ou agro-industrielles, visant à la culture d'oléagineux, de coton<sup>(1)</sup>, de canne à sucre, de café, de thé, de fruits, d'épices ou encore de forêts plantées<sup>(2)</sup>. Il s'agit d'exploitations agricoles dédiées à la monoculture de plantes à forte valeur ajoutée, destinées principalement à l'export et dont la récolte fait appel à une main-d'œuvre à bas salaire. Elles constituent bien souvent un secteur d'emploi de premier plan dont les réalités du travail restent trop peu étudiées<sup>(3)</sup>. Cette section met un coup de projecteur sur cette main-d'œuvre souvent invisible à travers une série de portraits de travailleuses et de travailleurs, permanent.e.s ou temporaires, salarié.e.s ou payé.e.s à la tâche<sup>(4)</sup>. Leurs portraits ont été saisis sur le vif, au travail dans les larges plantations de thé et de sucre du Kenya (Shawn Sitat Kasale, Tom Durand, Chloé Josse-Durand), les vignobles et les fermes floricoles éthiopiennes (Constance Perrin-Joly) mais aussi, dans les petites plantations de l'industrie des algues à Zanzibar (Ania Gruca) et dans une entreprise familiale floricole implantée au Kenya, qui refuse la mécanisation au profit de l'embauche salariale (Tom Durand). Ces photographies visent à rendre compte de la diversité du travail agricole sur le continent et plus particulièrement de l'hétérogénéité des conditions de travail en Afrique de l'Est. Elles mettent particulièrement l'accent sur des ouvrières et des ouvriers au travail, sur leur gestuelle au champ et à l'usine, tout en insistant sur la division - genrée, qualifiée/non qualifiée - du travail. Il y est question de salaires et de conditions de travail, mais aussi de circulations, que ce soit celles des travailleurs et des travailleuses de manière temporaire, de migrations plus durables de la main-d'œuvre ou de mouvement des marchandises sur un marché mondialisé.

## La cueillette

Les plantations mobilisent un contingent de travailleuses et travailleurs proportionnel à la taille de la plantation<sup>(5)</sup> et aux tâches à réaliser dans les champs (cueillir, planter, tailler les plants, entretenir les routes et les parcelles). La principale tâche est celle de la cueillette, qui peut être pluriannuelle, quotidienne, pluri-quotidienne (pour le thé par exemple, s'il pleut beaucoup) ou n'avoir lieu qu'à certaines périodes de l'année (deux fois par an pour les vignes éthiopiennes).

Dans les plantations d'algues zanzibarites, la récolte se fait à même la mer, au gré des marées et des saisons, dans des sacs pouvant atteindre jusqu'à 20 kg (photos 13, 24). Des hommes et des femmes s'attèlent à ces tâches, qui demandent parfois une technicité du geste (pour la coupe de la canne ou les arbustes du thé, photos 12, 17), une précision particulière (pour aligner les algues ou emballer des fleurs sans les abîmer, photos 13, 16, 25) et une attention à la qualité (pour la coupe des grappes ou la qualité des bourgeons de thé ramassés, limités aux deux feuilles les plus vertes et un seul bourgeon, photos 14, 15, 18). De jeunes hommes, mais aussi des femmes de différentes générations s'attèlent à la cueillette (photos 14, 15, 16, 18), là où la coupe de la canne ou la taille des théiers s'affirment comme des tâches essentiellement masculines (photos 12, 17). Le second type de tâches consiste à assurer l'entretien de ces (grandes) plantations : désherbage, sarclage, diffusion d'engrais et de pesticides, taille des plants (photos 12, 17). L'entretien des parcelles et des routes est aussi indispensable à la qualité et au rythme de la production lors de l'acheminement des cultures fraîchement coupées depuis le lieu de récolte jusqu'à l'usine.

## Transports et circulations

Les plantations et leurs usines produisent des bassins de main-d'œuvre locale et migrante. Le salariat agricole en Afrique est en grande partie alimenté par des travailleuses et travailleurs immigrés venu.e.s de zones rurales ou de pays limitrophes<sup>(6)</sup>. En offrant des opportunités d'emplois salariés en milieu rural, les plantations encouragent des migrations économiques pérennes ou pendulaires qui bouleversent la démographie de régions entières. Le recours au déplacement des travailleuses et des travailleurs peut être un legs de la colonisation (comme au Kenya ou en Tanzanie) permettant un fort encadrement d'une main-d'œuvre hébergée « sur site » et volontairement marginalisée par rapport à la population locale<sup>(7)</sup>. C'est aussi le résultat de politiques agricoles nationales mise en place juste après les indépendances (comme la culture du thé sur les hautes terres au Burundi<sup>(8)</sup>) ou qui accompagnent les projets de développement d'un gouvernement autoritaire (comme la culture des fleurs et des vignes en Éthiopie<sup>(9)</sup>). L'économie de plantation entraîne également la création de véritables enclaves ouvrières à la campagne, concentrées autour de villages de travailleuses et de travailleurs sur et en dehors de la plantation. Elle participe également à l'essor de centres urbains dont les principales activités sont dédiées à la transformation, au transport, et à la commercialisation des cultures produites. Les plantations créent aussi des mouvements réguliers entre le lieu de vie et le lieu de travail que les ouvrier.e.s effectuent à pied, à vélo, en moto, en bateau, en voiture, en tracteur ou entassés à l'arrière de camions, comme on le voit sur une plantation viticole éthiopienne (photo 19).



Les plantations doivent plus que jamais être pensées comme des espaces mondialisés et traversés par les logiques du capitalisme agricole<sup>(10)</sup>. La floriculture, fortement encouragée par les États kényan et éthiopien – respectivement premier et deuxième exportateurs de roses vers l'Europe – est le fleuron de cette globalisation. Pour autant, le transport des roses « à dos d'âne » au sein des plantations éthiopiennes (photo 22), là où d'autres sont davantage mécanisées, rappelle la différence entre les conditions de travail d'un pays à un autre, d'une entreprise à une autre, pour un même secteur (photos 20, 21).

Avec la libéralisation du secteur agricole, les contrats de travail permanents sont progressivement remplacés par des contrats de travail temporaires sur la majeure partie du continent, contrats qui permettent de licencier plus facilement les travailleurs ou les travailleuses.<sup>(11)</sup> Néanmoins les situations sont diverses selon les histoires nationales mais aussi en fonction des organisations. Depuis le début des années 2000, on note par exemple une baisse constante des effectifs de travailleurs et de travailleuses dans les principales plantations agro-industrielles kényanes et sud-africaines, et notamment des non-qualifié.e.s<sup>(12)</sup>. Ces dernier.e.s constituent alors une variable d'ajustement qui permet aux entreprises comme aux producteurs d'amortir leurs coûts de production<sup>(13)</sup>. Dans le contexte éthiopien en revanche, où l'emploi salarié agricole formel n'était pas la norme, on peut observer dans certaines entreprises la diminution de l'emploi journalier au profit de la titularisation des travailleurs et des travailleuses, nécessaire pour discipliner et stabiliser la main-d'œuvre (c'est le cas dans la plantation viticole photographiée). D'autres entreprises misent également sur une mécanisation mesurée du travail afin de maintenir l'emploi ouvrier tout en réduisant sa pénibilité, comme le montre les deux clichés (photos 20, 21) d'un ouvrier kényan transportant des fleurs coupées de la serre à l'usine en poussant un bac d'eau froide monté « sur rail ».

### Tri et conditionnement

Là où le transport implique surtout une main d'œuvre masculine, les tâches qui demandent de la précision et de la délicatesse sont souvent confiées aux femmes (photos 24, 25). Les photos de cette section, prises au sein d'usines et à différents postes de la chaîne de tri et d'emballage, témoignent d'une forte division genrée du travail. Les fermes floricoles éthiopiennes recrutent essentiellement des femmes, dont les managers vantent la minutie et la discipline notamment pour l'emballage des bouquets de roses (photo 25). Au champ comme à l'usine, les superviseurs ont un ascendant très fort sur les travailleuses et les travailleurs. Ils disposent d'un droit de regard sur la qualité de leur travail. Dans le secteur du thé, cela se traduit par le contrôle de la qualité de la « feuille » ramassée lors d'un tri qui fait immédiatement suite à la cueillette (photo 23). Ce moment est crucial pour les ouvrier.e.s, qui peuvent être amené.e.s à perdre une partie de leur salaire, voir leur poste, si le « tri » réalisé par le superviseur indique qu'ils/elles ont ramassé de trop grosses feuilles pour alourdir leur récolte et ainsi augmenter leur paie.

Le travail agricole dans les plantations, au champ comme à l'usine, nécessite des tâches manuelles qui font peu l'objet d'intérêt. Mettre en lumière les ouvrier.e.s qui les réalisent, c'est non seulement souligner la précision du geste qu'elles nécessitent, mais aussi rendre visible des conditions de travail physiques et éprouvantes dans lesquelles elles sont réalisées et le fort encadrement dont les travailleurs et les travailleuses font l'objet.

### Chloé Josse-Durand

#### Bibliographie et notes

- 1 Vadot, G. (2020). « Les bras et le ventre. Une sociologie politique des plantations industrielles dans le Cameroun contemporain », *Anthropologie & développement*, 51 | 205-206.
- 2 Bourel, É. (2015). Le développement durable selon une entreprise d'exploitation forestière au nord-est du Gabon: Des enjeux d'économie politique aux vécus ouvriers et villageois. *Autrepart*, 74-75, 157-172. <https://doi.org/10.3917/autr.074.0157>
- 3 Copans, J. (2014). Pourquoi travail et travailleurs africains ne sont plus à la mode en 2014 dans les sciences sociales: Retour sur l'actualité d'une problématique du xxe siècle. *Politique africaine*, 133, 25-43. <https://doi.org/10.3917/polaf.133.0025>
- 4 Barral, S. (2017). « Chapitre 4. Travail précaire, travail permanent, travail indépendant. Diversité et coexistence des formes de travail dans l'agriculture de plantation », François Purseigle éd., *Le nouveau capitalisme agricole. De la ferme à la firme*. Presses de Sciences Po : 125-152.
- 5 On parle de plantation agro-industrielle lorsque que l'espace de production est organisé pour maximiser le rendement et implique un fort encadrement fort de la main-d'œuvre. Les plantations détenues par des (petits) producteurs participent aussi, mais à moindre échelle, à cette production soutenue par la vente des récoltes aux usines ou compagnies présentes sur le territoire.
- 6 Balac, R. (2001). Dynamiques migratoires et économie de plantations, in Tapinos G.-P., Hugon P., Vimard P. (eds), *La Côte d'Ivoire à l'aube du XXIe siècle. Défis démographiques et développement durable*, Paris, Khartala, 195-231 ; Tati, G. (2013). La migration ouvrière dans le secteur agricole sud-africain. *Hommes & Migrations*, 1301, 47-55. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.1906>
- 7 Cooper, F. (1996). « Décolonisation et travail en Afrique. L'Afrique britannique et française, 1935-1960. Khartala-Sephis, traduit en français en 2004. Bhowmik, S. (2011). Ethnicity and Isolation: Marginalization of Tea Plantation Workers. *Race/Ethnicity: Multidisciplinary Global Contexts*, 4(2), 235-253. doi:10.2979/racethmulglocon.4.2.235. Fibaek M. & Erik Green, 2019, Labour Control and the Establishment of Profitable Settler Agriculture in Colonial Kenya, c. 1920-45, *Economic History of Developing Regions*, 34:1, 72-110, DOI: 10.1080/20780389.2019.1581058
- 8 Ndayisaba, E. (2019). « Le thé au Burundi des années 1950 à 2018 : Politique publique de développement, rente et appropriations ». Thèse de doctorat en Histoire, Université de Pau et des Pays de l'Adour, le 8 novembre 2019.
- 9 Paniel, S. (2016). Le developmental state éthiopien et les paysans pauvres. *Économie politique du développement rural par le bas. Politique africaine*, 142, 57-76. <https://doi.org/10.3917/polaf.142.0057> ; Perrin-Joly C., (2020), « Le secteur floricole éthiopien au prisme de l'emploi féminin : marche-pied, impasse ou planche de salut dans le parcours des travailleuses », *Annales d'Éthiopie*, N°33/2020, p. 77-99.
- 10 Grajales, J. & Vadot, G. (2020). Introduction : Entreprises, territoires et pouvoirs politiques : localiser l'analyse du capitalisme extractif. *Politix*, 132, 7-21. <https://doi.org/10.3917/pox.132.0007>
- 11 Konings, P. (2011). *Crisis and Neoliberal Reforms in Africa. Civil Society and Agro-Industry in Anglophone Cameroon's Plantation Economy*, Leiden, Langaa and African Studies Center.
- 12 Tati, G. (2013). La migration ouvrière dans le secteur agricole sud-africain. *Hommes & Migrations*, 1301, 47-55. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.1906>. Elliott, H. And Skrydstrup, M. (2021). "The True Price of Quality: On the Infrastructures of Tea in Postcolonial Kenya." *Commodity Frontiers* 2: 16-23. doi: 10.18174/cf.2021a18080.
- 13 Les labels issus du commerce équitable, tels que Rainforest alliance ou Fairtrade, pour ne citer que les plus connus, n'ont que peu d'impact sur l'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvrières et ouvriers des plantations, comme le montre bien les travaux de C. Dolan sur le thé au Kenya : Dolan, C. (2008). In the Mists of Development: Fair Trade in Kenya Tea Fields. *Globalizations*. 5. 305-318. Vol 5.

# Faire des images, simplement

**Tom Durand**

Mon approche de la photo se concentre avant tout sur une volonté de narration visuelle sobre. Ma formation à l'image de cinéma m'oriente davantage vers un aspect narratif et vers un format plutôt horizontal/paysage de mes images. Je veux que l'on comprenne le geste particulier de tel travailleur, le « décor » autour de celui-ci, l'agencement du paysage qui montre le travail de l'homme sur celui-ci. J'aime ainsi pouvoir montrer le rapport de la personne photographiée à son environnement, ce dialogue visuel entre un contexte et un individu.

Cet état d'esprit m'a guidé tout au long de mon séjour au Kenya : rendre compte et témoigner d'une situation de la manière la plus évidente possible qu'il s'agisse d'un ouvrier dans l'immensité d'une usine ou d'un coupeur de canne à sucre. Les différents rapports d'échelle au sein d'une image apportent aussi, à leur façon, des informations sur les conditions de vie et de travail, comme des photos très serrées sur les mains montrent leur usure par le travail répété dans les plantations de thé.

Dans le feu de l'action d'une prise de vue, il y a aussi un travail mi-conscient, mi-instinctif de réflexion et d'anticipation préalable qui se fait à toute vitesse : où je me place ? Quelle ouverture ? Quelle vitesse d'obturation ? Est-ce que mon cadre est intéressant ? Pourquoi cette photo ? Qu'est-ce que je suis en train de raconter ? Est-ce que je ne suis pas en train de faire une image de la personne qui est devant moi qui la désavantage ?

Cela traduit une inquiétude qui me semble nécessaire à la production d'une image : la produire va de pair avec une responsabilité sur le contenu et la mise en forme de ce qu'elle raconte. Chaque photographe est, à sa façon, un modeste et solitaire artisan de la mémoire du monde ; charge à nous de la transmettre et de la conserver. Faire des photos, ou des images en mouvement, permet de servir de preuves et d'archives d'un certain état du monde révolu ou encore trop présent.

Je cherche aussi à être à la bonne place et à la bonne distance de ceux que je filme ou photographie : je ne veux pas être celui qui impose son point de vue surplombant sur la manière de comprendre le monde, leurs habitudes de vie, en faisant celui qui a tout compris. Tant dans la photographie qu'avec le film documentaire, le respect et la confiance mutuelle sont nécessaires pour négocier selon la différence des personnes et des situations captées. J'essaie de garder le même respect et la même écoute qu'il s'agisse de travailleurs du Kenya ou d'habitants du Centre Bretagne.

Je me perçois davantage comme un artisan qui tente le plus sincèrement et humblement possible de témoigner, de s'étonner, de rendre compte de ce qu'il voit de situations belles, laides, extraordinaires, quotidiennes, bref, humaines. Et parfois, je capte une lumière, un geste, j'ai la chance d'être là au bon moment. La bonne approche est peut-être celle d'être suffisamment en éveil et sensible à ce qui nous entoure pour en capter la richesse et la complexité, de ne pas avoir peur de ce qui est différent de nous et en nous.



Photo 12

## Deux travailleurs coupant à la machette les arbustes de thé

*Tom Durand, photo prise sur les parcelles d'une plantation privée, dans le sud du comté de Nandi Hills, près du lieu-dit de Kapsimotwa et des falaises sacrées de Morobi, Kenya, février 2020*

Tous les 30 à 50 ans, les plantations de thé doivent être coupées à ras pour que des feuilles à nouveau jeunes et d'un vert pimpant puissent être récoltées. Ces travailleurs coupent 130 arbustes par jour de travail, de 7h du matin à 1h de l'après-midi. Des superviseurs viennent ensuite compter précisément le nombre d'arbustes coupés (il y a un nombre fixe d'arbustes par rangées). Ils sont payés 1,50 Shillings kényans/Ksh (0,01 €) par arbuste et gagnent 235 Ksh/j (1,79 €/j). Un de ces travailleurs, Julius Koech, 35 ans, travaille six jours par semaine avec pour seul jour de repos le dimanche : pour 26 jours travail, il gagne environ 6110 Ksh/mois (46,54 €/mois).

Selon les chiffres du rapport Economic Survey 2020 publié par le Kenya National Bureau of Statistics, le revenu minimum pour un travailleur non qualifié dans le secteur de l'agriculture est de 6736 Ksh/mois (env. 52,35 €/mois). À titre de comparaison, le revenu minimum moyen mensuel pour un travailleur (artisan, petits métiers, chauffeurs) à Nairobi, Mombasa et Kisumu est de 21310,85 Ksh/mois (env. 165,61 €/mois), de 19798,75 Ksh/mois (153,86 €/mois) à Ruiru, Limuru et Mavoko et de 16841,40 Ksh/mois (env. 130,87 €/mois) pour les autres villes du pays.



# L'exploitation des algues à Zanzibar : un secteur à deux vitesses

Ania Gruca

Cet essai photographique porte sur la production d'algues à Zanzibar ainsi que sur les conditions de travail des agricultrices.

Depuis la fin des années 80, l'exploitation des algues est devenue un secteur d'activité important dans cet archipel tanzanien. Elle contribue considérablement à l'économie en permettant un apport de devises étrangères tout en étant une source de revenu pour les communautés côtières de l'archipel. Ce secteur emploie approximativement 25 000 personnes dont 80% sont des femmes. Le manque d'opportunités professionnelles, l'accès limité à la pêche, une industrie du tourisme plus favorable aux hommes et aux populations venant du continent ont poussé les femmes des villages à s'investir dans l'aquaculture.

Si elle était correctement gérée, l'exploitation des algues à Zanzibar pourrait devenir une activité profitable pour le développement économique de l'archipel et réduire la pauvreté dans les zones côtières. Bien que cette culture représente une opportunité pour les femmes de participer au revenu de leur ménage, et ainsi de gagner en autonomie tout en réduisant les inégalités femmes-hommes, cette activité est associée à des conditions de travail éprouvantes et une grande précarité.

Mon approche photographique est basée sur la création d'une relation de confiance avec mes sujets afin d'être acceptée dans leur espace que ce soit pour 20 minutes ou pour toute une vie. Créer un lien avec l'environnement est essentiel dans ma démarche photographique pour que ma présence soit légitime pour documenter mon sujet dans l'espace et le temps accordés.

Ce projet a commencé en Mars 2011. En janvier 2013, j'ai été présentée à une famille qui habitait le village de Jambiani, une communauté côtière de l'île principale (Unguja) de Zanzibar, afin d'avoir un aperçu de sa routine quotidienne et du déroulement de cette activité agricole. J'ai passé une journée dans le village de Jambiani et dans la maison de Mama Asha, une femme de 74 ans, et de sa fille Asha. Le lendemain, je les ai suivies toute la journée du petit matin jusqu'au soir. Cette enquête photographique a permis de saisir leur routine matinale avant le travail, puis une journée de travail complète sur leurs cultures c'est-à-dire : nettoyer les cordes, attacher de nouveaux plants, installer les nouvelles cordes, récolter, transporter les sacs pleins d'algues et les disposer au sol pour le séchage.

Un an plus tard, à la même époque, je suis retournée auprès de Mama Asha et de sa fille. Leur activité était à l'arrêt depuis plusieurs mois à cause du développement de l'épiphytisme, une plante allogène qui étouffe les algues et stoppe leur croissance. J'ai photographié les parcelles vides car elles soulignent la vulnérabilité et la dépendance de l'agriculteur. La hausse des températures de la mer et la pollution marine posent également des défis à cette industrie à Zanzibar, ce qui rend plus difficile pour les agricultrices de maintenir leurs rendements de manière durable et rentable. En parallèle, j'ai collaboré avec une entreprise de collecte locale pour documenter leur rôle et leur collaboration avec les femmes impliquées dans la culture des algues.



Photo 13

## Une cultivatrice d'algues suspend des cordes avec de nouvelles pousses d'algues sur son exploitation

Ania Gruca, Kiwengwa, Zanzibar, mars 2011

Les fermes d'algues sont généralement situées dans des eaux peu profondes, sablonneuses, calmes et constamment chaudes. La température de l'eau doit être comprise entre 25 et 30 degrés. Les zones de culture dans l'archipel de Zanzibar sont essentiellement situées à Paje, Shungi, Pwani, Bwejuu, Michamvi, Kidoti, Pwani Mchangani, Matemwe, Fukuchani, Kiwengwa et dans de nombreux villages à Pemba. Les communautés peuvent également entreprendre la production de produits à base d'algues tels que des savons, des cosmétiques, des lotions, des médicaments et des produits alimentaires.





Photo 14

### **Vue depuis les théiers**

*Shawn Sitat Kasale, Nandi Hills, Kenya, février 2020*

Ce jeune homme travaille dans une plantation privée à la limite de la ville de Nandi Hills, dans le nord-ouest du Kenya. Il est heureux d'y travailler car où le rythme de travail est moins soutenu que dans les grandes plantations. Le secteur du thé au Kenya est divisé entre les plantations des petits producteurs et les grandes plantations aux mains du gouvernement ou de multinationales. Il préfère travailler chez ce petit producteur en raison de conditions de travail beaucoup plus favorables que dans la grande plantation voisine. Il peut par exemple arriver au travail à 8 heures du matin et quitter son poste à 14 heures, tandis que s'il occupait un emploi permanent, il travaillerait de l'aube jusqu'à la tombée de la nuit.



Photo 15

### **La dextérité de la vendangeuse**

*Constance Perrin-Joly, Merti, Éthiopie, 2019*

Deux fois par an le raisin est vendangé dans la vallée de l'Awash. La récolte sera ensuite acheminée jusqu'à Addis-Abeba la capitale, à 3 heures de route, pour y être transformée en vin. Ce travail est effectué par les hommes et les femmes, généralement des journalier-e-s qui sont rémunéré-e-s au nombre de caisses remplies. Chacun-e se positionne dans son rang aux premières lueurs de l'aube pour terminer avant midi, avant que le soleil soit trop haut et trop puissant. Bien qu'elle possède un uniforme, nombre de femmes le trouvent trop chaud et les chaussures trop lourdes, contournant parfois l'obligation de porter les équipements de sécurité. Plus rarement c'est même le sécateur qui est discrètement abandonné afin de détacher plus rapidement les grappes à la main, au grand dam du responsable de la ferme qui craint la perte de qualité.





Photo 16

### **Mama Asha, une cultivatrice d'algues âgée de 74 ans répare ses cordes pour la culture des algues**

*Ania Gruca, Jambiani, Zanzibar, janvier 2013*

Mama Asha travaille dans ce secteur d'activité depuis ses débuts dans les années 1980. La culture des algues a été intégrée à de nombreux projets communautaires. Centrée sur la gestion des ressources côtières, cette activité est une opportunité de revenu pour les femmes dans les pays en voie de développement. Les algues sont récoltées à des fins alimentaires ainsi que comme produit d'exportation pour la production d'agar-agar et de carraghénanes pour l'industrie agro-alimentaire. Une industrie qui a commencé dans les années 1950 à Zanzibar mais a ensuite été abandonnée. Des algues commercialement viables en provenance des Philippines ont été introduites sur l'île principale de Zanzibar, Unguja, à la fin des années 1980. Elle a transformé la vie des femmes de Zanzibar en améliorant leur vie quotidienne et celle de leur communauté.



Photo 17

### **Coupeur de cannes à sucre en plein travail**

*Tom Durand, photo prise dans la plaine située en contre-bas de l'escarpement de Nandi Hills, sur l'axe routier C37 Nandi Hills – Kimwani Road, Kenya, février 2020*

Les travailleurs arrivent vers 7h-8h du matin. La plupart sont des hommes jeunes. L'un d'entre eux, Francis K. Lagat, 60 ans, fait 2 km par jour, matin et soir, pour aller de chez lui au champ. Il est soucieux car il doit faire face au départ de sa femme. Elle l'a quitté parce qu'il ne gagnait pas assez d'argent pour subvenir à ses besoins.





Photo 18

**On ne fait pas que travailler, rire a du bon**

*Shawn Sitat Kasale, Nandi Hills, Mosine, Kenya, février 2020*

Ces deux femmes au travail se moquent d'une autre collègue. Cette photo souligne le fait que le secteur du thé emploie des travailleurs et des travailleuses de tous âges. Ces deux femmes incarnent chacune une génération : l'une pourrait être la fille et l'autre la mère. Elles travaillent dans les mêmes conditions malgré leur différence d'âge. Il n'y a pas de fossé entre les générations dans les plantations. La plupart du temps, les femmes expliquent que ce travail leur permet d'assurer des rentrées d'argent régulières afin de pouvoir de payer l'éducation de leurs enfants et subvenir à leurs besoins.



Photo 19

**Mobilités professionnelles**

*Constance Perrin-Joly, Merti, Éthiopie, 2019*

Cette photographie a été prise au petit matin, le tracteur emmène les travailleurs et les travailleuses sur les parcelles à vendanger dans une ferme de la Vallée de l'Awash. À pied, à vélo, en moto, en tracteur et en voiture, ces déplacements se limitent à la mobilité au sein de l'exploitation sur laquelle sont logé-e-s les ouvriers et les ouvrières. Cette ferme témoigne en effet des débuts de l'industrialisation de cette vallée dans les années 1960, vallée autrefois réservée aux pâturages. Nombre des ouvrier-e-s actuel-le-s sont les enfants des premier-e-s travailleur-se-s qui ont quitté leur région, parfois poussé-e-s par la famine, pour s'installer sur ces terres réputées inhospitalières à cause du risque de paludisme. La mobilité évoque ainsi ces migrations de travail qui accompagnent le développement de l'agro-industrie.





Photo 20



Photo 21

### **Employé responsable du transport des roses**

*Tom Durand, Compagnie Red Land Roses, Ruiru, Kenya, mars 2020*

Le transport se fait de la serre jusqu'au centre de tri et d'emballage dans un bac d'eau froide (7°C) juste après la coupe.

La compagnie Red Land Roses, dirigée par les époux Spindler, un couple d'expatriés français, est particulièrement vigilante au bien-être de ses salariés. Elle souhaite être à la pointe en matière d'impact environnemental (pas d'engrais chimique, recyclage de l'eau, limitation

de machines diesel polluantes dans les serres) et de protection sociale des employés (présence de syndicats, cotisation pour une assurance maladie mis en place pour les employés, potager collectif bio pour les employés, crèche/garderie pour les enfants en bas âge des employées).

Cette photo illustre ainsi la philosophie de l'entreprise : limiter la mécanisation pour permettre de maintenir des emplois manuels (manutention de chariot selon un système de rails aériens pour éviter que le travailleur « porte », il ne fait que « pousser » la charge) et pour maintenir la qualité des roses (eau froide à 7°C) sans utiliser trop d'énergie fossile. Le trajet de l'employé de la serre au centre de tri doit se faire au pas de course. Il ne faut pas briser la chaîne de qualité : les pousseurs de chariots doivent faire le trajet en une durée d'environ 7 à 8 min.





Photo 22

### **Transporter les roses**

*Constance Perrin-Joly, Menagesha, Éthiopie, 2019*

Prise dans une ferme de roses, à 30 km d'Addis-Abeba, cette photographie évoque le développement d'une activité nouvelle en Éthiopie. Encouragée par le gouvernement éthiopien pour sa capacité à générer des devises étrangères et de l'emploi, la floriculture éthiopienne est souvent présentée comme une des réussites de la politique d'industrialisation du pays. S'il s'agit a priori d'un travail agricole, les procédures du ramassage, à l'emballage et à la gestion de la logistique l'apparentent davantage à une activité industrielle. La présence ici de l'âne rappelle néanmoins combien certains pans de ce travail sont peu mécanisés et nécessitent soit la force animale, soit la minutie humaine.



Photo 23

### **Contrôle de la qualité des feuilles de thé par un superviseur**

*Tom Durand, un superviseur de la multinationale Eastern Produce Kenya (EPK) vérifie la qualité de la récolte effectuée par les travailleuses à Mugundoi, le long de la Kipsigak-Serem road, dans les environs de Nandi Hills, Kenya, février 2020*

Les superviseurs, employés par les coopératives locales ou les multinationales, viennent contrôler la qualité des feuilles de thé des différents ballots ramenés par les cueilleurs. Ils inspectent le travail et n'hésitent pas à invectiver brutalement les travailleurs pour leur manque de rigueur dans le tri. On pourrait voir là une forme d'expression concrète du rapport de force (et de domination) entre les employeurs et les travailleurs journaliers.





Photo 24

**Asha, 38 ans, cultivatrice d'algues**

*Ania Gruca, Jambiani, Zanzibar, janvier 2013*

Après avoir nettoyé et organisé les cultures avec sa mère, Asha rassemble les algues récoltées dans un sac puis l'essore afin de l'alléger pour le transporter jusqu'au village. Chaque sac d'algues humides pèse environ 20 kg. Une fois au village, elle arrange les algues sur le sol pour les faire sécher. Le processus de séchage est crucial. S'il est correctement réalisé, il permet aux algues de conserver la plupart de leurs propriétés qui en font une matière première convoitée sur le marché.



Photo 25

**Ici, maintenant - ailleurs, plus tard**

*Constance Perrin-Joly, Menagesha, Éthiopie, 2019*

Les fermes floricoles en Éthiopie recrutent essentiellement des femmes, appréciées selon les managers à la fois pour leur minutie et leur discipline. Cette photographie montre une des activités confiées aux femmes, celle de l'emballage des bouquets de roses qui seront ensuite entreposés en chambre froide et partiront le jour-même par avion pour les marchés européens. Symbole de la globalisation, la floriculture est aussi un espace où se construisent des projets de mobilité vers les pays du Golfe pour de nombreuses femmes de cette région qui espèrent pouvoir améliorer la situation de leur famille en Éthiopie en occupant des emplois domestiques à l'étranger.

# De l'industrialisation comme injonction politique

## à l'observation photographique du travail industriel

Le terme d'industrialisation naît avec le concept de Révolution Industrielle en Europe. Cette expression émerge dès 1794 dans des échanges épistolaires de deux Genevois en référence au développement économique et démographique que connaît alors la cité suisse. Au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle en Europe, l'industrialisation est très vite associée à l'idée de machinisme provoquant à la fois l'espoir de libérer les ouvriers et les ouvrières des tâches les plus pénibles mais aussi l'inquiétude inverse, celle de réduire les travailleurs et les travailleuses à de simples auxiliaires des machines<sup>(1)</sup>. Ce débat autour des effets de l'industrialisation sur le travail a cependant été occulté dès qu'il s'est agi de s'intéresser à l'industrialisation africaine.

Un peu oubliée dans les années 1980-1990 avec les politiques d'ajustement structurel et leur injonction à diminuer les interventions de l'État dans l'économie, la question de l'industrialisation a connu un important renouveau après 2010, et ce quel que soit le « stade » de développement du pays considéré. En Afrique, l'industrialisation a toujours été corrélée à l'idée de développement et les années 2010 – 2020 marquent un retour en force des politiques actives d'industrialisation. En 2020, la Banque mondiale rappelle sur son site Internet « Le développement industriel, dans les pays africains, est une condition indispensable d'une croissance soutenue et inclusive ». Du côté des institutions multilatérales et financières africaines le discours est similaire. L'objectif de l'Union Africaine est « Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable », alors que la banque africaine de développement a proposé une stratégie d'industrialisation en Afrique 2016-2025. Ces institutions s'inscrivent dans un sillon largement labouré par nombre d'économistes et d'experts du développement navigant

entre sphères académiques (à titre d'exemple de publications récentes en français sur le sujet de Mezouaghi et Aynaoui<sup>(2)</sup> et Roure<sup>(3)</sup>) et organisations internationales (en particulier les instances financières comme l'Agence Française de Développement-AFD, le Fond monétaire international-FMI ou la Banque Mondiale). Ils continuent à affirmer la nécessité d'industrialiser l'Afrique afin d'assurer sa croissance économique à long terme<sup>(4)</sup> et de créer de l'emploi pour sa population toujours plus nombreuse afin de réduire la pauvreté<sup>(5)</sup>.

Cette injonction se confronte cependant à des réalités concrètes très hétérogènes sur le continent. D'une part, les processus d'industrialisation sont loin d'y être linéaires et s'inscrivent dans une économie mondialisée où de sérieux concurrents (notamment en Asie) s'appuient sur des industries matures. À peine lancés dans les politiques industrielles, nombre d'États africains ont subi une « désindustrialisation prématurée » dès les années 1980<sup>(6)(7)</sup>, même si certains pays d'Afrique comme le Kenya ou l'Éthiopie sont parvenus à intégrer des filières de produits manufacturés et de moyenne technologie<sup>(8)</sup>. D'autre part, d'autres pays du continent connaissent une situation particulièrement atypique qualifiée de « contournement par les services », comme Djibouti, ayant fait l'impasse du développement industriel. Enfin, l'emploi africain reste essentiellement agricole, et l'activité « informelle » ou économie populaire y est plus développée que l'emploi formel (par ex. salarié)<sup>(9)</sup>.

Prenant en considération cette réalité très diverse, cette troisième et dernière partie de l'exposition propose d'aborder l'industrie sous l'angle du travail industriel, éclairant ainsi un aspect délaissé de l'analyse de l'industrialisation africaine. Les photographies présentées dans cette série illustrent les politiques d'industrialisation dans différents pays africains, que ce soit les politiques misant sur l'export avec le développement de l'industrie textile, ou celles pariant sur le marché intérieur par l'implantation de l'agro-industrie comme en témoignent les usines de sucre ou de boissons. Mais en remettant la focale sur le travail, ces photographies nous permettent de sortir d'un régime hégémonique de réalité de l'économie<sup>(10)</sup>, en particulier l'économie du développement. Les photographies de cette exposition donnent ainsi à voir des travailleurs et des travailleuses africaines plutôt qu'un continent à développer.

Tout d'abord, le travail industriel s'inscrit dans le cadre contraignant d'une organisation rappelant en creux le timide essor de la salarisation dans les entreprises privées et plus généralement la question des statuts d'emploi qui traverse l'ensemble de l'exposition. La présence de l'organisation se manifeste par une série d'indices visuels : les uniformes et tenues



aux couleurs de l'entreprise, les protections et accessoires pour l'hygiène et la sécurité renvoient aux normes imposées par l'encadrement, les services fonctionnels, bref ceux et celles qui sans directement le réaliser décident des (bonnes) manières de faire le travail.

Parmi ses normes, la principale concerne l'organisation de la production dont la forme la plus simple et la plus ancienne est la division du travail. Les photographies nous invitent à regarder des travailleurs et travailleuses « côte à côte », en ligne ou en rang. Ils ou elles effectuent des missions identiques ou interdépendantes pour un processus dont ils ou elles n'ont pas ou plus la maîtrise. Le risque de déqualification du travail qui accompagne la parcellisation des tâches n'est cependant qu'un aspect de la transformation induite par la division du travail et ne s'y réduit pas. Les photographies montrent également les sourires, les regards qui suggèrent qu'au-delà du travail à la chaîne ou en silo, il existe des collectifs entretenus par différentes formes d'interactions et de coopérations informelles.

La recherche de la productivité passe également par une automatisation dont le processus n'est pas non plus uniforme. Ainsi cohabitent sur les photographies présentées des outils divers dans leur forme comme dans leur usage : d'instruments perfectionnés à des machines plus basiques, ou comme le visiteur et la visiteuse ont pu voir dans la partie précédente de l'exposition, la force animale est parfois préférée à d'autres formes de tractions, souvent moins couteuse en achat comme en entretien. Ces outils rendent visible un savoir-faire, tels des symboles corps de métier<sup>(11)</sup>. Ainsi la déqualification de certain·e·s peut être accompagnée de la professionnalisation du travail d'autres, par la maîtrise technique de ces dispositifs industriels, par le développement d'activités de contrôle ou par la perpétuation ou l'acquisition d'un savoir-faire issu d'activités plus artisanales mis au service d'une organisation industrielle. La photographie rend également compte de cette professionnalité incorporée à travers le geste ou la posture (« Se pencher sur son travail »).

Dernière caractéristique du travail industriel qui sautera peut-être aux yeux de la visiteuse comme du visiteur, nombre de ces ouvriers sont des ouvrières. Comme ailleurs dans le temps et dans l'espace, l'industrialisation s'accompagne d'une féminisation du travail ouvrier parce que l'organisation du travail participe à simplifier les missions et permet de recruter à des niveaux de qualification plus bas et à des salaires faibles<sup>(12)</sup>. Néanmoins, nous avons souligné précédemment, certaines activités industrielles (certes moins nombreuses) nécessitent une montée en compétences. La féminisation ainsi est le résultat d'un ensemble complexe de processus et peut être interprétée de différentes manières. Elle peut se fonder sur un usage productif de qualités socialement construites dans l'univers familial<sup>(13)(14)</sup>, ce que l'on désigne également comme la continuité de rôle des femmes entre sphère privée et sphère publique<sup>(15)</sup>. Les femmes sont ainsi cantonnées à des tâches requérant de la minutie (par exemple dans l'usine solaire) ou une certaine sensibilité qui justifierait par exemple qu'elles soient plus nombreuses dans les serres floricoles.

Les femmes sont majoritaires dans ces activités industrielles car leur endurance tout comme leur discipline, toutes deux acquises par leur socialisation au sein de la famille, sont des qualités nécessaires pour exercer une activité industrielle<sup>(16)</sup>. Néanmoins ces compétences sont peu reconnues en termes de rémunération, du fait notamment de leur « naturalisation »<sup>(17)</sup>.

Encore peu étudié, le travail dans l'industrie en Afrique permet penser autrement la question de l'industrialisation africaine et donne à voir au visiteur et à la visiteuse quelques-unes des questions qu'il soulève.

**Constance Perrin-Joly**

#### Bibliographie et notes

- 1 F. Vatin, L'espérance-monde: essais sur l'idée de progrès à l'heure de la mondialisation. Paris, France: A. Michel, 2012, p. 142.
  - 2 M. Mezouaghi et K. E. Aynaoui, « L'Afrique sur la voie de l'industrialisation ? », Afr. Contemp., vol. N° 266, no 2, p. 11-27, 2018.
  - 3 F. Roure, « Introduction », Ann. Mines - Realites Ind., vol. Août 2019, no 3, p. 6-7, août 2019.
  - 4 R. Hausmann, L. Pritchett, et D. Rodrik, « Growth Accelerations », J. Econ. Growth, vol. 10, no 4, p. 303-329, déc. 2005, doi: 10.1007/s10887-005-4712-0.
  - 5 O. Cadot, J. de Melo, P. Plane, L. Wagner, et M. T. Woldemichael, « Industrialisation et transformation structurelle : l'Afrique subsaharienne peut-elle se développer sans usines ? », Rev. Econ. Dev., vol. Vol. 24, no 2, p. 19-49, 2016.
  - 6 S. Dasgupta et A. Singh, « Manufacturing, Services and Premature Deindustrialization in Developing Countries: A Kaldorian Analysis », in Advancing Development, G. Mavrotas et A. Shorrocks, Éd. London: Palgrave Macmillan UK, 2007, p. 435-454. doi: 10.1057/9780230801462\_23.
  - 7 D. Rodrik, « Premature Deindustrialization », National Bureau of Economic Research, w20935, févr. 2015. doi: 10.3386/w20935.
  - 8 P. Jacquemot, « L'industrialisation en Afrique en question », Afr. Contemp., vol. N° 266, no 2, p. 29-53, 2018.
  - 9 B. Lautier, L'économie informelle dans le tiers monde, vol. 2e éd. Paris: La Découverte, 2004. [En ligne]. Disponible sur: <https://www.cairn.info/l-economie-informelle-dans-le-tiers-monde--9782707136466.htm>
  - 10 D. Martuccelli, Les sociétés et l'impossible: les limites imaginaires de la réalité. Paris, France: Armand Colin, 2014.
  - 11 C. Gadea, « L'idiome figuratif des groupes professionnels », Images Trav. Trav. Images, no 1, p. <http://imagesdutravail.edel.univ-poitiers.fr/index.php?id=402>, 2015.
  - 12 C. Omnès, « Les trois temps de l'emploi féminin : réalités et représentations », Annee Sociol., vol. Vol. 53, no 2, p. 373-398, 2003.
  - 13 M. Guilbert, « Les fonctions des femmes dans l'industrie ». Paris, France, Pays-Bas, 1966.
  - 14 M. Maruani, Femmes, genre et sociétés: l'état des savoirs. Paris, France: La Découverte, 2005.
  - 15 L. Bereni, S. Chauvin, et A. Jaunait, Introduction aux gender studies: manuel des études sur le genre. Bruxelles, Belgique: De Boeck, 2008.
  - 16 C. Perrin-Joly, « Le secteur floricole éthiopien au prisme de l'emploi féminin : marche-pied, impasse ou planche de salut dans le parcours des travailleuses », Ann. D'Éthiopie, no 33, p. 77-99, 2020.
  - 17 D. Kergoat, « Penser la différence des sexes : rapports sociaux et division du travail entre les sexes », in Femmes, genre et sociétés : l'état des savoirs, 2005, p. 94-101.
- \* Les termes exacts de Charles Gadea sont des « idiomes figuratifs de groupes professionnels ».  
\*\* Ces compétences acquises dans la prime enfance du fait de l'éducation différenciée au sein de la famille sont alors considérée comme naturelles et non acquises.



Photo 26

### La nouvelle extension de la centrale géothermique

Shawn Sitat Kasale, Olkaria, Naivasha, Kenya, février 2020

La centrale électrique située à Naivasha a une capacité totale de 185 mégawatts répartis sur 5 unités, la nouvelle unité devant être terminée cette année. L'unité représentée sur la photo est prévue pour produire 83 mégawatts. Une fois achevée, la capacité totale de l'usine géothermique devrait atteindre 273 mégawatts. Malgré l'immensité du site, il y a peu de travailleurs pour manipuler les machines qui nécessitent un niveau de qualification élevé, dans un environnement de travail très spécifique. Il y a également peu d'ingénieurs car le processus de production est entièrement automatisé.



Photo 27

### Emboîter

Constance Perrin-Joly, Ashegoda, Éthiopie, 2011

Cette image marque le commencement de mon projet photographique. Elle a été prise en 2011 alors que la ferme éolienne d'Ashegoda au sud de Mekele est en train d'être construite. À l'époque 30 éoliennes sont en cours de montage, la ferme sera inaugurée en 2013, avec 54 éoliennes supplémentaires. Le caractère gigantesque de l'assemblage de ces deux parties du mât fait écho à l'importance de ce projet - la plus grande ferme éolienne du continent - symbolique pour le gouvernement éthiopien. À cette échelle le travailleur disparaît presque du projet.



# Mettre en mots et en image les mobilisations d'un électorat rural et ouvrier au Kenya

**Chloé Josse-Durand**

En tant que chercheuse, mes photos visent à documenter la vie politique, les identités culturelles et les mobilisations en Éthiopie et au Kenya. J'ai commencé à prendre des photos de façon méthodique pour compléter les croquis que je réalisais dans le cadre de ma thèse. Ces premiers clichés m'ont permis de rendre compte de la symbolique politique qui accompagne les manifestations culturelles et de documenter les muséographies ethnographiques auxquelles je m'intéressais tout particulièrement.

J'ai d'abord utilisé la photographie comme un outil visant à illustrer et à compléter mes notes et croquis de terrain. C'est lorsque j'ai commencé à présenter mes recherches que la photographie s'est imposée comme un outil pour m'aider à partager un ressenti du lieu ou des événements que j'analysais en détail. La photographie s'est révélée ensuite, dans mes articles écrits, comme une source à part entière. Elle s'est ainsi imposée progressivement comme essentielle à différentes étapes de mon travail de chercheuse : sur le terrain, lors de la mise au propre de mes notes ou d'un article, et lorsqu'il s'agit de communiquer des hypothèses ou des résultats de recherche auprès d'un public académique, ou de discuter simplement des réalités sociales que j'appréhendais souvent seule sur le terrain.

Dans le but d'enrichir ma réflexion individuelle, je travaille à présent avec des chercheurs, des photographes et des documentaristes kényans et français à la captation visuelle du politique en Afrique et du travail ouvrier. Ces images diffusées lors d'expositions, de présentations académiques ou de projections débattent de puissantes informations et ouvrent inmanquablement la voie à de vives discussions entre les capteurs de ces images (chercheurs, photographes, documentaristes) et leurs publics.



Photo 28

## Qui veut du sucre ?

*Chloé Josse-Durand, usine de sucre de Chemelil, Chemelil, Kenya, février 2018*

Ce sac de sucre sort de l'usine sur un tapis roulant qui l'emmène à un entrepôt presque vide où les sacs de sucre sont stockés avant leur chargement en camion pour la vente. Cette photo illustre, par le vide, les problèmes que rencontre alors l'industrie sucrière (l'usine a par ailleurs cessé de fonctionner depuis). Deux dynamiques sont à l'oeuvre : tout d'abord l'usine, aux machines anciennes, n'a pas connu de rénovation depuis les années 1960 et ne produit pas assez de sucre en raison de sa vétusté. En outre, cette entreprise nationalisée est en difficulté : elle est fortement concurrencée par la production ougandaise (la frontière est proche) et par les entreprises sucrières privées de la région. Ces dernières, aux mains de familles kényanes d'origine indienne (désignées comme Asians), sont plus récentes et plus compétitives, s'octroyant la part du lion dans le secteur sucrier. Cette photo montre enfin une partie du travail ouvrier invisible : l'oisiveté liée à la faible production d'une usine en sous régime et au bord de la faillite. Ainsi l'un d'eux peut s'allonger entre deux sacs pour se reposer.





Photo 29

### **Un ouvrier faisant de la soudure**

*Tom Durand, usine de sucre de Chemelil, Chemelil, Kenya, février 2020*

L'usine, dont l'État est l'actionnaire majoritaire, est à l'arrêt depuis plusieurs mois car les ouvriers doivent faire la maintenance des machines datant des années 1960. Elles ont été importées depuis les bassins industriels et houillers du Royaume-Uni (une machine de la marque Fletcher and Stewart Limited, originaire de Derby et Glasgow) et d'Allemagne (Essen). L'État n'a pas les moyens de les remplacer par des machines neuves, en partie à cause de problèmes de corruption endémique, ce qui oblige donc les employés à les réparer très régulièrement.



Photo 30

### **Arythmie sur le chantier**

*Constance Perrin-Joly, Ashegoda, Éthiopie, 2011*

Contrairement à la photo montrant l'emboîtement du mât de l'éolienne sur fond de ciel bleu, cette photographie donne à voir le chantier fourmillant au sol. Activité essentiellement masculine, le chantier regroupe une diversité de corps de métier, le plus souvent faiblement ou non qualifiés. Les quelques femmes présentes sur ce chantier se chargent d'approvisionner les hommes en eau. La photographie permet de rendre compte de la diversité des rythmes de travail de ces activités, souvent interdépendantes, certains travailleurs attendant que les autres aient terminé pour avancer. Elle évoque implicitement également la question de la coordination de ces différentes activités et la coopération nécessaire entre ceux et celles qui les exercent.





Photo 31

### Un groupe de femmes soudant des cellules photovoltaïques entre elles - 1

Tom Durand, usine de panneaux solaires, Naivasha, Kenya, février 2020

Solinc est une jeune entreprise de fabrication de panneaux solaires qui s'est implantée dans la zone commerciale et industrielle en périphérie de Naivasha. Cette zone se développe très rapidement et est très attractive, en témoigne la construction d'un grand centre commercial, le « Buffalo Mall ».

Solinc a d'abord été une société fondée et dirigée par des entrepreneurs hollandais qui ont ensuite laissé la main à des kényans (les parts de l'entreprise sont à des kényans). Ceci dit, le jeune directeur (en février 2020) était un Britannique expatrié. Il est à noter sur la photo que les travailleuses sont particulièrement bien équipées et protégées, ce qui n'est pas toujours le cas car les employeurs ne fournissent pas ou peu d'équipements adéquats aux employés. Solinc base une partie de sa communication en valorisant les règles d'hygiène et de protection de ses travailleurs (beaucoup de panneaux et d'affiches de consignes ou de mises en garde à destination des employés présents dans l'usine).



Photo 32

### Employées au travail au centre de tri et d'emballage des roses

Tom Durand, Compagnie Red Land Roses, Ruiru, Kenya, mars 2020

Le centre de tri et d'emballage est un grand hall qui est très animé en fin de matinée, quand toutes les roses arrivent par bacs entiers jusqu'au centre. Une musique plutôt jazzy ou de la musique classique est diffusée en même temps à travers des haut-parleurs pour adoucir l'atmosphère bruyante et le ronronnement des souffleries de machines. Un « esprit d'entreprise » et de saine compétition/émulation des travailleuses entre elles sont également adoptés par la société Red Lands Roses. Cet « esprit corporate » se caractérise par exemple par de petits panneaux jaunes, où il est écrit « la meilleure trieuse/emballageuse de roses du mois », que l'on peut déplacer et poser sur un plan de travail, à la vue de tout le monde, pour désigner les meilleures employées du mois ou par une vitrine à trophées et photos à l'entrée du centre de tri mettant en avant l'important volet social de l'entreprise.

La main d'œuvre est quasi exclusivement féminine. Il y a un processus de tri, de mesure, de coupe et d'emballage des roses qui sont ensuite déposées sur un tapis roulant central, au bout duquel la manager contrôle la qualité avant que les fleurs soient mises en carton puis partent en avion. L'affectation des femmes à certaines tâches repose sur des critères genrés. Elles assurent les missions qui demandent de la concentration et de la minutie (manipulations des fleurs sans les abîmer) tandis que les hommes sont affectés plutôt à des travaux de force (pousser les bacs d'eau froide servant au transport des fleurs, manutention).





Photo 33

### **Trier les étiquettes**

*Constance Perrin-Joly, Dukem, Éthiopie, 2018*

Ce collectif de femmes travaille pour une entreprise de textile dans un parc industriel proche de la capitale. C'est l'unique usine d'Éthiopie qui se charge à la fois d'impression sur textile et des étiquettes qui viennent informer le consommateur de la composition de ses vêtements. La table rétro-éclairée permet à ces femmes de trier et vérifier les étiquettes. Cette photographie nous intéresse par les regards et les sourires qu'elle permet de capturer. Ils rendent compte à la fois d'une certaine timidité de ces jeunes femmes d'être l'objet de l'attention de la photographe, mais aussi d'une complicité entre elles. Elles travaillent individuellement mais pas seules.

L'atmosphère détendue au travail est aussi liée aux conditions de travail qu'a mises en place l'entreprise comme à ses engagements sociaux : locaux clairs et aérés, souci de former les salarié-e-s, attention portée aux relations avec la communauté locale...



Photo 34

### **Trier les bouteilles**

*Constance Perrin-Joly, Addis-Abeba, Éthiopie, 2019*

Les ouvrières se chargent de récupérer des bouteilles consignées qui seront réutilisées pour distribuer un vin local très populaire en Éthiopie. Elles ne peuvent directement se parler car elles officient à côté de la chaîne d'embouteillage dans d'anciens chais, dans une atmosphère bruyante qui justifie leurs bouchons d'oreilles. Néanmoins comme dans le tri des étiquettes, les regards qu'elles échangent lors des photographies montrent l'existence d'interactions fondant peut-être un collectif en dépit d'une organisation qui les divise (elles effectuent la même tâche de manière indépendante les unes des autres).





Photo 35

### **Un groupe de femmes soudant des cellules photovoltaïques entre elles - 2**

*Tom Durand, usine de panneaux solaires, Naivasha, Kenya, février 2020*

Une division genrée du travail a été organisée à Solinc : les femmes sont affectées aux tâches délicates et minutieuses (manipulations et soudures des cellules photovoltaïques entre elles) et les hommes à des tâches nécessitant plus de force et moins de précision (manutention, mise en carton des panneaux solaires). En témoigne une salariée de Solinc qui se moquait du manque de tact des hommes dans leurs gestes de travail.

Solinc développe également un discours inclusif et de respect des normes de protection des travailleurs. Le fait que les femmes portent des vêtements au logo de l'entreprise montre la volonté de créer un « esprit d'entreprise » qui veille au bien-être des employés mais aussi de la planète (ils font des panneaux solaires). Le staff de l'usine n'hésite pas à mettre en avant les certifications de conformité que l'entreprise a reçue ainsi que les trophées qu'elle a reçu pour son avant-garde dans le domaine du management en Afrique. L'entreprise développe également un système de panneaux solaires domestiques pour les familles isolées sans électricité leur permettant d'avoir de la lumière, de recharger téléphones ou ordinateurs... Néanmoins, par leur emplacement à Naivasha, les plus grands clients sont les sociétés de « fermes horticoles » qui bordent le lac Naivasha. Elles sont très gourmandes en eau et en énergie. Elles commandent de grandes quantités de panneaux solaires pour satisfaire leurs besoins, au détriment souvent de l'écosystème local. En ce sens, le discours social et soucieux de l'environnement de l'entreprise Solinc peut être interrogé.



Photo 36

### **Des mains délicates pour des tâches délicates**

*Shawn Sitat Kasale, usine de panneaux solaires, Naivasha, Kenya, février 2020*

Ces travailleuses attachent des « câbles bus » (câbles conducteurs communément utilisés en électrotechnique) avec des cellules de silicium dans une entreprise qui construit des panneaux solaires. Solinc est la première entreprise solaire kényane, avec à son actif plus de 775 000 installations résidentielles et commerciales. Il s'agit d'une industrie innovante au Kenya, au sein de laquelle les tâches sont réparties selon le genre de l'ouvrier.e, en fonction des qualités subjectivement associées par le management à chaque poste de travail. L'entreprise a embauché une équipe de femmes dévouées qui sont jugées plus efficaces que les hommes pour attacher le câble bus et le fil standard de 12V. Leurs mains et leurs doigts seraient naturellement plus fins, ce qui leur rendrait la tâche plus facile et plus rapide à exécuter. Des hommes sont également recrutés, mais aux postes dédiés à la pose du plexiglas et des cadres, qui sont considérés comme plus aisés pour eux (selon les propos récoltés au sein de l'entreprise).





Photo 37

### **Penchée sur son ouvrage**

*Constance Perrin-Joly, Addis-Abeba, Éthiopie, 2019*

Comme on se penche au chevet de quelqu'un ou comme un écolier qui colle son nez sur la feuille de sa dictée, la posture de cette couturière, penchée et lèvres pincées, dénote son attention (sa concentration) particulière. Sa professionnalité est aussi visible par ses outils de travail, notamment le mètre ruban qu'elle porte autour du cou. Cette travailleuse dessine un patron pour une entreprise presque artisanale de vêtements haut de gamme mettant à l'honneur les tissus africains.



Photo 38

### **Contrôler la machine**

*Constance Perrin-Joly, Hawassa, Éthiopie, 2018*

J'ai rencontré Abeba dans le parc industriel d'Hawassa dans le sud de l'Éthiopie. Cette jeune femme originaire de Kebre Mengist s'est rendue chez son frère pour poursuivre ses études. Abeba est issue d'une famille de 9 enfants, ses parents sont commerçants en céréales et ont une ferme. Elle a réalisé une formation de 6 mois dans l'hôtellerie après avoir terminé son collège (grade 10). Elle a rapidement quitté l'hôtellerie jugée mal payée pour un poste d'opératrice dans cette entreprise.

Elle fait partie de cette première génération de femmes éthiopiennes salariées dans le privé. Elle exerce dans une des entreprises du parc industriel, sur un poste plus qualifié que d'autres couturières car elle a la responsabilité d'une machine.

Abeba a hésité à accepter cette photographie, qui la montre à contrejour, invisibilisée par son immense machine.



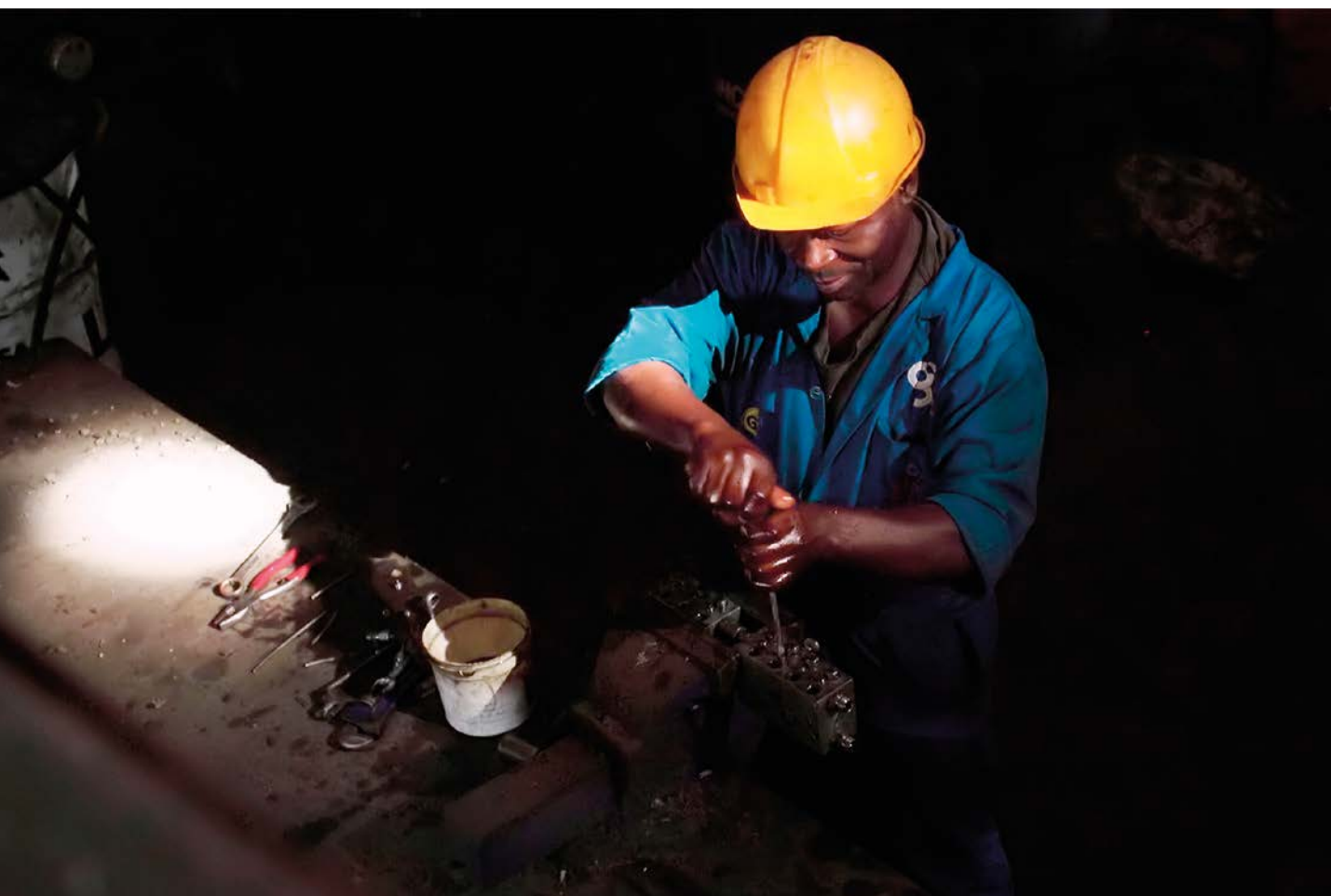


Photo 39

### **Un ouvrier réparant une pièce de machine**

*Tom Durand, usine de sucre de Chemelil, Chemelil, Kenya, février 2020*

Cette photo a été prise dans la même usine d'État produisant du sucre, représentée dans la photo 29. Elle évoque à nouveau le travail constant d'entretien de son matériel obsolète et illustre, à travers la diversité des outils disposés par l'ouvrier, la multiplicité des interventions qu'il doit effectuer.



Photo 40

### **Précision et efficacité**

*Shawn Sitat Kasale, usine de panneaux solaires, Naivasha, Kenya, février 2020*

Les mains d'une ouvrière dans l'usine de Solinc, sur le point de couper un bout de câble en excès.





Photo 41

### **Impression textile : entre chimie et mécanique**

*Constance Perrin-Joly, Dukem, Éthiopie, 2018*

Dans l'usine d'étiquettes dans un parc industriel à proximité de la capitale, certains salariés ont en charge l'impression sur tee-shirt comme sur cette photographie. Ce travailleur vêtu d'un tee-shirt aux couleurs de l'entreprise, donne à voir la minutie de son activité et la concentration qu'il déploie pour la mener à bien. Sa tâche bien que s'inscrivant dans une division précise du travail, ne prend pas place sur un convoyeur mais en autonomie sur sa propre machine.



Photo 42

### **Retour à la case départ**

*Constance Perrin-Joly, Hawassa, Éthiopie, 2018*

Ce travailleur arrive à la fin du processus de production de la bière. Le breuvage une fois réalisé est embouteillé et mis en caisse au moyen d'un système entièrement automatisé. C'est à cet homme que revient de décapsuler bouteilles de bières qui ne sont pas conformes (par exemple parce qu'elles ne sont pas suffisamment remplies). Les bouteilles seront ensuite récupérées pour être réintégrées au processus.

S'il n'est pas aisé de saisir son activité, son engagement physique est lui très visible sur cette photographie : sa posture, la contraction de son bras, son poignet et sa main sur un outil spécifique et le caractère insolite de sa situation (juché sur des caisses de bières) montre ce travail de contrôle des produits, 'en bout de chaîne' au sens propre du terme.



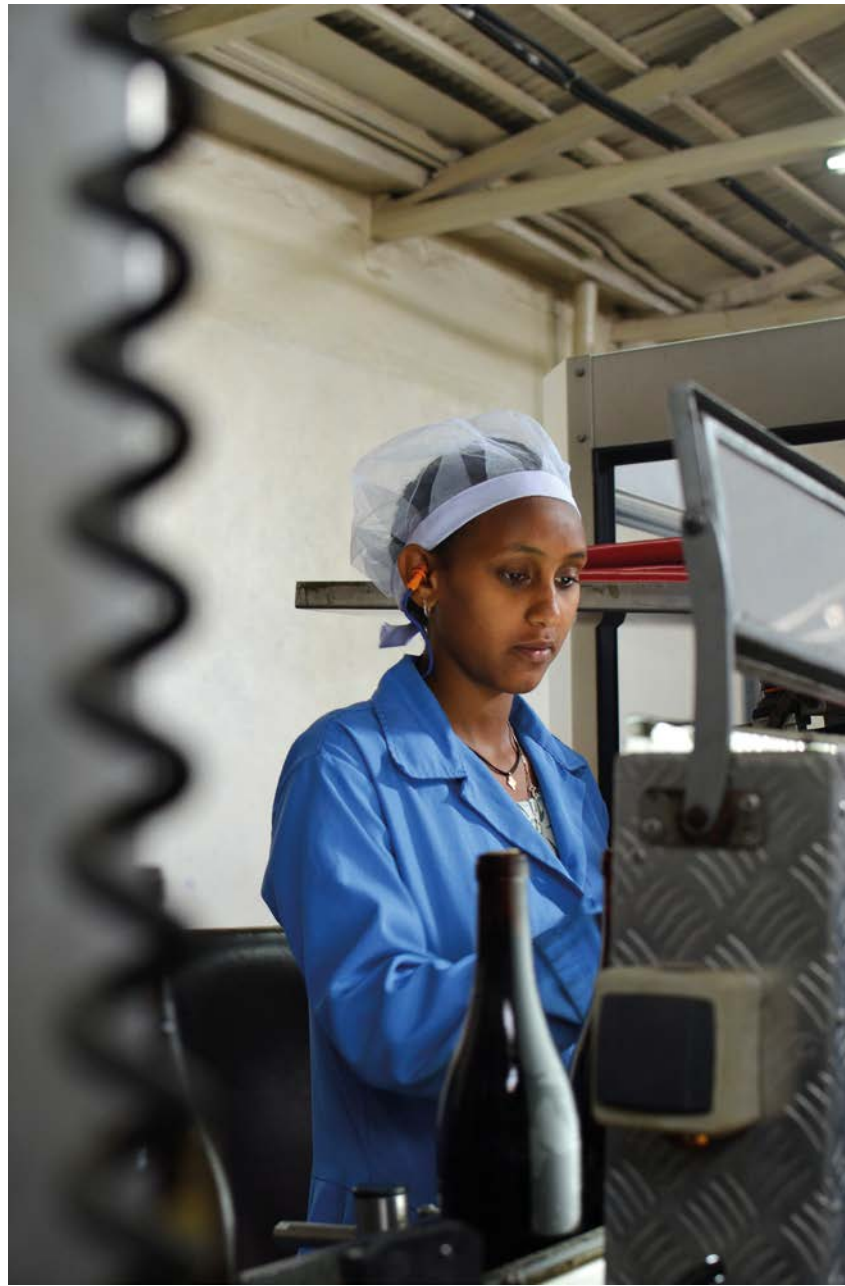


Photo 43

### Vérifier la mise en bouteille

Constance Perrin-Joly, Addis-Abeba, Éthiopie, 2018

Cette femme contrôle le respect de la recette du vin et les bouteilles qui défilent sur un tapis roulant. Son poste s'inscrit entre d'autres activités positionnées de part et d'autre du convoyeur, éloignées de moins d'un mètre et toutes rythmées par le flot de bouteilles. Le bruit est constant, requérant bouchons d'oreilles, indiquant également le peu de nécessité de communiquer avec ses collègues pour mener à bien sa mission.

Si des indices renseignent sur son travail (interrupteurs et fils électriques qui l'encadrent indiquent l'automatisation; les bouteilles de vin informent sur le produit), la travailleuse a une posture difficile à interpréter en dehors de son contexte. La machine incarne son travail, sa tenue (charlotte et blouse) le milieu industriel quand son corps pourrait aussi bien être celui d'une personne oisive. Seul son regard évoque la nature de son travail, le reflet de son écran de contrôle dans son œil.



Photo 44

### Contrôle de qualité du sucre roux

Chloé Josse-Durand, usine de sucre de Chemelil, Chemelil, Kenya, février 2018

Ce laboratoire permet de contrôler la qualité du sucre roux produit par la compagnie. Le sucre y est testé sous différentes formes (mélasse, poudre, poussière) pour répondre aux normes en vigueur, et notamment pour se départir de toute présence de mercure dans le produit, un scandale sanitaire qui ébranle régulièrement l'industrie du sucre en Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda). Il s'agit d'une usine d'État, publique, qui souffre d'un manque de moyens évident lié à des détournements de fonds récurrents. Cette photo met en avant la désuétude de ces laboratoires faute de financements pour les rénover, ainsi que les mauvaises conditions dans lesquelles des travailleurs plus qualifiés employés par la compagnie sucrière réalisent leurs analyses scientifiques.





Photo 45



Photo 46

### Fin de chaîne

*Chloé Josse-Durand, usine de sucre de Chemelil, Chemelil, Kenya, février 2018*

La pesée du sucre roux juste après sa mise en sac de 50 Kg.

Cette photo illustre le dernier poste du travail à la chaîne dans l'usine de sucre. Le sac de sucre quitte ensuite l'usine pour l'entrepôt et les magasins (petits commerces, restaurants, grandes surfaces) où il sera commercialisé. Cette étape clé clôt le processus de transformation du sucre, et l'ouvrier sur la photo est le dernier à jouer un rôle dans la longue et complexe chaîne de production de l'usine sucrière de Chemelil. Cette photographie entre en résonance avec les autres clichés de cette usine présents dans l'exposition. Elle illustre la longueur et la diversité des tâches sur une chaîne dans un seul et même lieu de travail.

### Au laboratoire

*Constance Perrin-Joly, Hawassa, Éthiopie, 2018*

Ce salarié exerce dans le laboratoire d'une brasserie dans le sud du pays où il contrôle la qualité de la boisson concoctée.

Ici encore la tenue donne à voir la situation professionnelle, la blouse blanche étant réservée aux activités de laboratoire.

L'environnement est normé, encadré par des modes opératoires et des messages de sécurité, et une foultitude d'instruments de mesure évoquant la rigueur et la discipline industrielle.



# LES PHOTOGRAPHES





## Tabibou Ali Tabibou

Tabibou Ali Tabibou est Comorien. Il occupe actuellement différentes responsabilités au sein du Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique (CNDRS) des Comores : Responsable du Musée National des Comores, gestionnaire des missions archéologiques, référent de l'Iconothèque et de la Phonothèque historiques de l'Océan Indien. Tabibou est également vice-président du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS)-Comores. Il a fait des études en licence d'Histoire à l'Université des Comores et possède une maîtrise en archéologie et en histoire de l'art à l'Université d'Antananarivo, Madagascar.

Passionné de photographie, Tabibou exerce la photographie pour certaines occasions sans être photographe professionnel.

Il est l'auteur de plusieurs publications :

- 2021 : « Menaces du patrimoine culturel : le cas des Comores », Maarifa, Revue Scientifique de l'Université des Comores.
- 2018 : « La poterie locale des Comores : cas d'étude au profit de l'Education au Patrimoine et de développement », Acte du Colloque et Ya Mkobe N° 23- 24, spécial Colloque, CNDRS.
- 2017 : « Esquisses des grandes périodes historiques des Comores », Ya Mkobe, N° 21-22, Spécial patrimoine, CNDRS
- 2016 : « Le modèle économique des Comores dans la période précoloniale », The History Project (Joint Center for History and Economic ; Institute for New Thinking(INET), University of Cambridge and Harvard University), Reference: <http://histproj.org/completed/Tabibou.pdf>



## Pacifique Bukuru

Employé dans la presse écrite et en ligne depuis 2016, Pacifique Bukuru marie continuellement l'écriture d'articles et la photographie à vocation journalistique. Ces combinaisons ne sont pas toujours faciles à réaliser, mais sa passion lui permet de relever le défi de cette conjugaison des supports.

Il a bénéficié de plusieurs formations en storytelling et en journalisme sensible au genre et aux conflits. Il s'est ensuite orienté vers la promotion des droits des femmes et des enfants. À sa sortie de l'université en 2014, il a débuté son activité dans le média en ligne *Inkuru*, qui traite notamment de questions liées à la jeunesse et au genre. Puis il a exercé au sein du journal *Igihe* pendant un an, avant d'intégrer il y a deux ans le magazine *Jimbere*, spécialisé dans l'avancement des droits des jeunes et des femmes. Il a produit dans ce cadre plusieurs reportages liant photographie et analyse, ayant trait au genre et à la jeunesse ([www.jimbere.org/author/pacifiqueb](http://www.jimbere.org/author/pacifiqueb)). Il s'aventure aussi à prendre des clichés dans le domaine sportif, et plus spécifiquement dans celui du football, l'une de ses passions.

*« Je suis en contact permanent avec les femmes, les enfants et les jeunes, qui forment la majorité de la population burundaise. Par la photographie, je veux leur transmettre des messages, messages qui sont aussi adressés à ceux qui peuvent améliorer leur condition. Pour moi la photographie et le photojournalisme sont la meilleure façon d'immortaliser non seulement des moments humains forts, mais aussi des histoires, des récits, des mémoires qui sinon seraient négligés. »*





## Tom Durand

Tom Durand est un jeune chef opérateur originaire de Bretagne. Il a été formé à la pratique de l'image au sein de l'Institut National Supérieur des Arts du Spectacle et des Techniques de Diffusion (INSAS) à Bruxelles pendant 4 ans. Il en sort diplômé en 2016. Le film de fin d'études dont il a fait l'image, "En Face" de Jeanne Privat, a été sélectionné dans de nombreux festivals et a remporté le *Silver Tadpole* au 25<sup>ème</sup> festival CAMERIMAGE (Pologne) en novembre 2017. Passionné également par l'approche documentaire et l'implication politique et sociale des images, il a suivi un Master 2 en Réalisation Documentaire à l'INA et à l'Ecole des Chartes pendant un an.



## Chloé Josse-Durand

Chloé Josse-Durand est docteure en science politique de l'Université de Bordeaux (France) et pensionnaire scientifique à l'Institut Français de Recherche en Afrique au Kenya (IFRA-Nairobi) depuis janvier 2017. Elle a effectué de nombreux terrains de recherche à la croisée de la science politique et de l'anthropologie en Éthiopie et au Kenya. Pendant sa thèse, elle a utilisé la photographie pour documenter les lieux de mémoires comme les musées, les mausolées et les squares en honneur des héros locaux et nationaux. Elle s'intéresse également à la symbolique politique d'évènements tels que les festivals culturels mais aussi les campagnes électorales, dans un ancrage local mettant au cœur de l'analyse les acteurs et les dynamiques « par le bas ». Ses travaux récents portent sur la documentation des trajectoires et des mobilisations de l'électorat ouvrier des plantations rurales au Kenya via un programme de recherche régional intitulé *Afriques Ouvrières* (IFRA/CFEE/CNRS) qu'elle co-dirige et dans le cadre duquel elle a effectué plusieurs missions de recherche avec des jeunes chercheurs français et est-africains entre 2019 et 2020.





## Ania Gruca

Sensible aux questions de développement et des inégalités, le travail d'Ania se penche principalement sur les communautés en mutation associé aux questions identitaires et sur des sujets sociaux autour des femmes et de la jeunesse.

Son premier travail de photographie documentaire mené entre 2010 et 2020 sur l'Archipel de Zanzibar axé sur les aspects politiques, économiques et sociaux d'une société multiculturelle en pleine transition l'incita à vivre ainsi qu'à travailler de manière fréquente en Afrique de l'Est. Elle développa par la suite différents projets dans la région de l'Océan Indien sur l'île de la Réunion et Mayotte. Elle travaille maintenant régulièrement sur le continent africain. En 2020, elle est lauréate du soutien à la photographie documentaire du CNAP (Centre national des arts plastiques) pour son dernier chapitre sur l'archipel de Zanzibar.

Elle collabore sur des projets multimédias/vidéos avec des associations, des organisations non gouvernementales, des instituts, ou encore des agences de développement telles que les Nations Unis, l'Agence Française de Développement (AFD), l'Institut Français de Recherche en Afrique à Nairobi (IFRA Nairobi), COALLIA ou encore le *Forum for African Women Educationalists* (FAWE). Ania est membre de *Divergence Images* depuis 2019.

Actuellement elle est en train de réaliser son premier film documentaire sur un jeune chorégraphe comorien, étoile montante de la danse contemporaine comorienne.



## Jackson Kago

Jackson Kago est kényan. Il est enseignant au sein du département de planification urbaine et régionale de l'Université Kenyatta, école d'architecture et d'environnement bâti. Il poursuit ses recherches dans le domaine de l'urbanisme et a contribué à de nombreuses études au sein de l'unité de planification régionale et métropolitaine (RMPU) et du service de planification et de conception urbaines de l'ONU-Habitat. Il travaille plus particulièrement sur les liens entre zones urbaines et rurales, les systèmes-villes et la planification métropolitaine et régionale. Il est titulaire de deux masters : l'un en architecture de l'université de Rome Sapienza (Italie), et l'autre en planification urbaine et régionale de l'université de Nairobi (Kenya), où il a également obtenu une licence en architecture. Il prépare actuellement un doctorat en géographie humaine à l'université de Bordeaux Montaigne (France). Jackson Kago a également une expérience dans la coopération et le développement (2008-2013) dans le cadre du programme Kenya-Italie *Debt for Development* mené par l'Ambassade d'Italie à Nairobi. Il y a occupé le poste d'assistant technique au sein du ministère du gouvernement local, en charge d'un projet d'amélioration des conditions de vie dans le bidonville de Korogocho. Il a également travaillé au sein d'ONU-Habitat (2004-2007) en tant que consultant pour le programme *Safer Cities* après y avoir réalisé un stage.





## Shawn Sitat Kasale

Shawn Sitat Kasale, alias *Salient Blotography*, est un photographe kényan d'origine maasai, né à Kajiado. Il a étudié à l'école de photographie de Davasha, mais la photographie est sa passion depuis toujours. Il utilise un Nikon D7200 mais aussi son téléphone ou une go-pro pour saisir tout ce qui l'intéresse, que ce soit l'environnement urbain, les voitures de collection, la faune sauvage ou encore le visage des gens.

Il affectionne tout particulièrement les portraits, en couleur comme en noir et blanc. Grâce à la technique du portrait, un simple regard ou un geste capturé par la caméra peuvent en dire long sur la vie d'une personne. Un portrait raconte une histoire à lui tout seul. Shawn ne demande jamais à son sujet de poser, il essaie plutôt de le saisir de la manière la plus naturelle possible. Dans ce projet, il s'est concentré sur ce que les visages et les gestes pouvaient dire du travail et des conditions de travail des ouvrières et des ouvriers kényans, dans des secteurs tels que les plantations de thé, la géothermie et le solaire.



## Keith Rodriguez Ntwari

Keith Rodriguez Ntwari a eu 25 ans au mois de juillet de cette année 2021. Il est le cadet d'une famille burundaise de deux enfants dont l'aîné est une fille et dont la mère est décédée. Informaticien de formation et diplômé depuis fin 2019, Keith est passionné par la photographie depuis tout petit.

A la fin du lycée, il a pu avoir son premier reflex (2015) et depuis il continue de se former pour améliorer sa pratique photographique. Il exerce depuis 2016, pratiquant la photographie de mariage (30 mariages religieux et 47 mariages traditionnels « Dot » entre 2016 et 2020) et le portrait. Il a notamment été photographe pour la délégation de l'Union européenne au Burundi entre 2016 et 2018, et mené un projet photographique pour l'ONG ZOA au Burundi en 2019.

Il a eu l'opportunité de participer à la formation organisée par le festival "Buja sans tabou" (4<sup>ème</sup> édition) en partenariat avec la fondation Oumou Dilly. Cette formation animée par Sarah Waiswa sur le story telling du 18 au 24 novembre 2019 lui a permis de réaliser une série de dix photos racontant l'histoire de Jean-Marie, un jeune vendeur de boulette habitant à Bujumbura, la capitale économique du Burundi.





## Constance Perrin-Joly

Docteure en sociologie de l'Université Paris Descartes, Constance Perrin-Joly est maîtresse de conférences à l'Université Sorbonne Paris Nord. Elle mène ses recherches au sein du laboratoire IRIS (Institut de Recherche Interdisciplinaire sur les enjeux Sociaux) et au Centre Français des Études Éthiopiennes (<http://iris.ehess.fr/index.php?1327>).

Elle est spécialiste du travail et de l'analyse des parcours de vie. Depuis 2015, elle conduit une recherche sur l'économie morale des entreprises en Éthiopie, tout tant s'intéressant aux effets de l'industrialisation récente du pays. Pour se faire Constance articule enquête ethnographique et photographie.

Son approche photographique a débuté lors de ses premières visites de l'Éthiopie en 2011. Elle a ensuite évolué au cours de la recherche, se concentrant notamment sur la photographie comme forme particulière d'observation. Constance s'intéresse ainsi à ce que l'interaction lors de la prise de vue nous dit du rapport au travail des modèles pris en photo sur leur lieu de travail. La réalisation de deux expositions (*Women at Work* et *Industrial Work Dynamics*) lui a permis d'approfondir sa réflexion cette fois autour de la réception de la photographie par le public.

# PROJETS DE RECHERCHE

Cette exposition a bénéficié d'images  
et de recherches issues de différents projets.



## **Suburbu – « Subsistance urbaine et mobilisations du travail au Burundi, 20e s.-21e s. »**

Le projet Suburbu, dirigé par Christine Deslaurier, partenariat entre l'Université du Burundi et l'Institut de recherche pour le développement (Jeune équipe associée à l'IRD), vise à éclairer des dynamiques historiques, sociologiques et politiques peu investies par la recherche consacrée au Burundi parce qu'elles touchent le milieu urbain, qui n'est pas censé « représenter » le mieux ce pays. En effet, près de 90 % de la population burundaise habite le monde rural, la majorité vivant de l'agriculture, et le Burundi reste l'un des pays les moins urbanisés du continent africain. Pourtant, depuis des décennies, ses taux de croissance urbaine sont spectaculaires (11 % en moyenne depuis les années 2000) et les villes sont en pleine expansion. En prenant acte de ces transformations, cette équipe pluridisciplinaire (histoire, géographie, science politique, sociologie) veut contribuer à la compréhension des nouvelles formes de l'ordre social et politique, mais aussi idéologique et culturel, qui fondent aujourd'hui la société burundaise urbaine. Suburbu interroge ces mutations par la porte des catégories, des représentations et des mobilisations du travail dans cinq villes du pays : Bujumbura, la capitale économique, Gitega, la nouvelle capitale politique (depuis 2018), Ngozi, Rumonge et Rutana, des villes dites « secondaires ». Deux axes de recherche concernent des secteurs d'emploi circonscrits, celui des employés de maison (« boys », « nounous »...) et celui des taxis-vélos et motos, et deux autres des activités plus fluides, celles des travaux communautaires, pratique à laquelle dérogeaient autrefois les citadins, et celles de l'agriculture urbaine, véritable persistance du rural en ville. Ces entrées permettent de suivre sur la durée les liens entre travail et développement, d'embrasser les dimensions individuelles et collectives de leurs bouleversements, de souligner les relations et les frottements continus entre mondes urbains et espaces de la ruralité, tous touchés par la pauvreté. Il s'agit aussi de saisir les modes et les usages des mobilisations du travail en ville, que celles-ci soient le fait d'un État contraignant, d'un parti au pouvoir avide de légitimation, ou des travailleurs, gagnés au modèle d'une citoyenneté revendiquant les droits associés à ses devoirs.

## **Afriques ouvrières Trajectoires, activités, identités**

Afriques Ouvrières est un programme de recherche sur le travail ouvrier salarié et les travailleuses et travailleurs en Afrique porté par l'IFRA-Nairobi, en partenariat avec le CFEE, le CNRS, l'Institut Français, l'Alliance Française et l'Ambassade de France à Nairobi (SCAC).

Il a pour objectif d'initier des réflexions collectives sur les transformations de l'ouvriérisme et de la salarisation en Afrique, de promouvoir les regards croisés sur l'étude des ouvrières et ouvriers entre Afrique et Europe, de favoriser la structuration de chercheur.e.s autour de savoirs théoriques, bibliographiques et pratiques partagés, et d'encourager des recherches de terrain individuelles ou collectives.

L'ouvriérisme est un phénomène ancien mais il se renouvelle aujourd'hui en raison d'une croissance économique accrue, d'une inflation soutenue, d'une extension de l'emploi salarié et d'une mondialisation favorable à la délocalisation d'activités de production et de transformation vers l'Afrique. Ces changements requièrent des enquêtes empiriques localisées au long cours et des réflexions théoriques approfondies.

Dans ce contexte, des travaux de recherche collectifs ont été menés au Kenya, visant à documenter les mobilisations d'un électorat rural et ouvrier, mais aussi de donner de la visibilité à leurs perceptions et leurs expériences du travail. Une équipe de jeunes chercheurs français (Chloé Josse-Durand, Guillaume Vadot, Léa Benoit, Théo Baraillé) et est-africains (Eric Ndayisaba, Dickson Kipkorir, Faith Rutto, Hope Shete, Francis Ngure, Evode Tuyikeze, Bernard Okemo) ont collaboré avec un photographe kényan (Shawn Sitat Kasale) et un documentariste français (Tom Durand) dans une volonté de croiser les regards sur les différentes réalités kényanes du travail ouvrier. Ces regards croisés ont pris la forme, au sein de cette exposition, de textes sociologiques, de photographies et de vidéos documentaires.

Lien vers le blog scientifique du projet : <https://afriquesouvrieres.hypotheses.org/>



# Dispositifs citoyens et engagement moral des entrepreneur.se.s en Éthiopie

Ce projet, porté par Constance Perrin-Joly (cperrinjoly@gmail.com) analyse à la fois les carrières des entrepreneurs et entrepreneuses morales, les dispositifs mis en œuvre et leurs effets sur les parcours de ceux et celles qui en sont les bénéficiaires. Une attention particulière est portée sur les travailleurs et travailleuses éthiopiens, souvent la première génération à connaître l'emploi salarié dans des entreprises privées qui interagissent sur des marchés mondiaux. Le travail ethnographique est complété par une approche photographique dont cette exposition donne un aperçu.

L'idée que le rôle de l'entreprise dépasse la génération de profits a pris une place croissante dans les discours managériaux dans les années 1990. Reformulant et diffusant un discours déjà ancien sur la « responsabilité sociale des entreprises », cette rhétorique de l'entreprise « responsable », « citoyenne », ou « éthique » l'enjoint à prendre en considération son impact sur ses « parties prenantes » (salarié.e.s, client.e.s, riverain.e.s...) <sup>(1)</sup>. En ce sens, les entreprises se définissent de plus en plus comme des « sources de valeurs sociales et politiques », en mesure de « se mêler du bien commun » <sup>(2)</sup>. Cet objectif – faire le bien – ne peut toutefois se comprendre isolément de l'objectif économique premier de l'entreprise – faire des affaires – ni en la considérant hors du contexte économique, social, politique et légal singulier dans lequel elle opère.

La question est d'autant plus sensible lorsqu'il s'agit d'entreprises intervenant dans des pays en développement. Leur présence est alors questionnée au titre de l'exploitation des failles du droit international, de l'instabilité politique et des inégalités économiques. Cette présence problématique a fait l'objet de mobilisations collectives croissantes de la part d'organisations non-gouvernementales et d'entrepreneurs de cause dénonçant, avec un certain succès médiatique, les affaires de corruption, ou le scandale des sweatshops <sup>(3)</sup>. Ces mobilisations ont amené les entreprises multinationales les plus soucieuses de leur image à mettre en place des comités d'éthique ou des chartes déontologiques, des audits sociaux de leurs fournisseurs... affichant *a minima* une prise en considération de nouveaux enjeux sociaux et moraux dont les entreprises se sont senties devoir être les actrices.

Fort enjeu pour le développement des entreprises en Afrique du fait de sa croissance, l'Éthiopie pose un défi particulier aux entrepreneur.se.s qui s'y implantent. Ils/elles qui sont confronté.e.s à la fois à d'importants besoins de la population, dans un contexte de faiblesse de la protection sociale, et à de fortes contraintes légales, que ce soient celles imposées par un État développemental ou celles des bailleurs de fonds. Les manifestations des populations amhara et oromo (durant l'année 2016), en particulier la dégradation d'investissements étrangers et les cadres et patrons molestés, amènent à interroger un développement réalisé à marche forcée par l'État qui a encouragé l'investissement étranger. Il s'est accompagné de déplacement de populations, de terrains retirés aux paysans contre des contre-parties souvent jugées dérisoires et d'une intense critique de certaines entreprises se contentant d'appliquer des règles minimales en matière de droits sociaux et de respect de l'environnement. Ces protestations visaient d'abord à exprimer le mécontentement de la population vis-à-vis d'un gouvernement autoritaire, mais elles ont aussi rappelé que l'investissement économique en particulier étranger ne pouvait être légitimé uniquement par sa participation au PIB et à la création d'emploi.

## Références

- (1) Crane, A., McWilliams, A., Matten, D., Moon, J., Siegel, D., (dir.) (2008), *The Oxford Handbook of Corporate Social Responsibility*, Oxford, Oxford University Press.
- (2) Bory, A., et Lochard, Y. (2009) « La Responsabilité Sociale des Entreprises : un cheval de Troie politique ? » *Sociologies pratiques*, 18, p.141.
- (3) Barraud de Lagerie P. (2012), « Le salaire de la sueur : un éclairage socio-historique sur la lutte anti-sweatshop », *Sociologie du travail*, Vol. 54 - n° 1 | 2012, 45-69.



# **AFRICAN** WORKPLACES

